

L'ancien SG de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Said placé en détention provisoire



P.03

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3263 Dimanche 15 Mai 2022 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

COMMUNICATION :

Les propositions des professionnels du secteur seront prises en compte dans l'élaboration des textes de loi

P.04



CNR / RETRAITE



Une plateforme numérique
pour consulter les rappels
de la majoration des
pensions et allocations de
retraite

P.03

ANNABA



Les familles de harragas
portés disparus de la
cité "Didouche Mourad"
ferment la route

P.07



ANNABA / FUTES D'EAU POTABLE

Les habitants d'Oued Forcha dénoncent l'absence de réaction des services concernés

P.07

Le Président Tebboune présente ses condoléances

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses condoléances aux Emirats arabes unis suite au décès de leur président, cheikh Khalifa ben Zayed, les assurant de sa compassion. "C'est avec un cœur résigné devant la volonté d'Allah que j'ai appris la nouvelle du décès de cheikh Khalifa ben Zayed, Président des Emirats arabes unis, puisse Allah lui accorder Sa sainte miséricorde", a écrit le Président Tebboune dans son message de condoléances. "En cette douloureuse épreuve, je présente, en mon personnel et au nom du peuple algérien, mes sincères condoléances aux

Emirats arabes unis, peuple et direction, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de prêter à tous patience et réconfort. 'A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons', lit-on dans le message du président de la République.

"Toute âme goûtera la mort. Mais c'est seulement au Jour de la Résurrection que vous recevrez votre entière rétribution. Quiconque donc est écarté du feu et introduit au Paradis a certes réussi. Et la vie d'ici-bas n'est qu'un objet de jouissance trompeuse", a conclu le Président de la République son message.

Décès de Karim Djoudi

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté ses sincères condoléances à la famille de l'ancien ministre des Finances, Karim Djoudi, décédé vendredi à l'âge de 64 ans.

Le Président Tebboune a présenté ses sincères condoléances à la famille du

défunt, priant Allah le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis, et d'octroyer à sa famille et ses proches tout le courage et la force en cette pénible épreuve. "A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons".

Décès du Président des EAU : Le Président Tebboune décrète un deuil national vendredi et samedi

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décrété un deuil national et la mise en berne de l'emblème national, vendredi et samedi, suite au décès du Président des Emirats Arabes Unis, cheikh Khalifa ben Zayed. Le Président de la République avait adressé un message de condoléances, en son nom

personnel et au nom du peuple algérien, dans lequel il a exprimé ses "sincères condoléances aux Emirats Arabes Unis, peuple et direction, priant Allah Le Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et de prêter à tous patience et réconfort".

Décès du moudjahid et Général-major à la retraite Mohamed Alleg : Condoléances du Président Tebboune

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé vendredi un message de condoléances à l'ensemble des membres de l'Armée nationale populaire (ANP) et à la famille du moudjahid et Général-major à la retraite Mohamed Alleg.

Le Président Tebboune a présenté ses sincères condoléances, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter à ses proches patience et réconfort. "A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons", lit-on dans le message de condoléances du Président de la République.

Recadrage en règle de l'ambassadeur marocain par le Représentant de l'Algérie auprès de l'ONU

Le séminaire du Comité de l'Organisation des Nations Unies sur la décolonisation (C24) a été le théâtre d'une séance de recadrage infligée, en deux temps, par le Représentant permanent de l'Algérie, l'ambassadeur Nadir Larbaoui, à la délégation marocaine. Avant de prononcer son discours consacré à la thématique de la deuxième journée des travaux du Séminaire sur le Sahara occidental, l'ambassadeur Larbaoui a tenu à recadrer une figurante sahraouie venue des territoires occupés du Sahara occidental en mission commandée pour annoncer un torchon confectionné dans les locaux de la DGED (Direction générale des études et de la documentation, un service de renseignement et de contre-espionnage au Maroc) sur les allégations de violations des droits de l'Homme à Tindouf, et le groupe des délégués des pays amis du Maroc qui, dans leurs interventions respectives, distribuées la veille par la délégation marocaine, tel un ballet bien réglé, mais d'un nauséabond goût, ont fait référence aux tables-rondes et à la nécessaire participation de l'Algérie. L'ambassadeur Larbaoui a

réservé la première salve à l'endroit de la "Sahraouie" en s'adressant à l'auditoire pour les prendre à témoin et en indiquant que "Mon pays a été cité trois fois par une personne. Ma délégation décide de ne pas répondre à ces allégations dès lors que cette personne ne représente qu'elle-même, en rappelant qu'il était clairement établi, conformément aux résolutions des Nations Unies, que le Front Polisario est l'unique représentant légitime et exclusif du peuple sahraoui", point de parler davantage sur ce point.

Et à l'ambassadeur Larbaoui de poursuivre : "Quant à l'évocation de mon pays par certains délégués, faut-il leur rappeler une fois pour toute, que mon pays n'est pas partie au conflit et, au même titre que la Mauritanie, il a le statut de voisin observateur, à moins, a-t-il ajouté, que cela participe d'une volonté concertée mais éculée et vaine de "bilatéralisation" du conflit qui demeure fondamentalement, n'en déplaise au Maroc et à ses clients, une question de décolonisation. L'Acte 2 de cette séance de Recadrage a été réservé à l'inénarrable ambassadeur marocain Omar Hilale au cours

du débat général. Ce dernier, et en totale sortie de piste, s'était lancé juste après sa meute débridée, dans sa diatribe habituelle contre l'Algérie. Un comportement qui a provoqué une totale incompréhension et une réprobation des autres délégations, si bien que certaines d'entre elles la qualifie "d'attitude indigne" d'un diplomate, voire "d'incivisme".

En invitant l'ambassadeur marocain à revoir ses devoirs et réviser ses cours, le Représentant permanent de l'Algérie a répondu sereinement aux attaques, l'une après l'autre, proférées contre notre pays.

Au sujet du pseudo "droit à l'autodétermination en Kabylie", l'ambassadeur Larbaoui a fait observer qu'en évoquant cela, la délégation marocaine cherche désespérément à introduire la confusion dans les esprits et tromper les opinions publiques nationales et internationales, en recourant à l'invention d'un parallèle avec le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination reconnu par la légalité internationale et les résolutions pertinentes des Nations Unies. Il a, dans le même cadre, indiqué que la délégation marocaine a

un énorme déficit en matière de données historiques et pour cause, vivant sous le régime du protectorat, ils ne connaissent pas les valeurs et les sacrifices de la lutte pour la libération nationale. Toutes les franges de la société algérienne se sont rassemblées autour du Mouvement de libération nationale menée par l'Armée de libération nationale (ALN), a-t-il souligné.

Parmi les leaders de la Guerre de libération nationale qui ont marqué l'Histoire de la glorieuse Révolution algérienne, a-t-il affirmé, il y a plusieurs figures historiques qui appartiennent à cette région du pays. Hocine Aït-Ahmed, Krim Belkacem, le colonel Amirouche, Abbane Ramdane et Omar Ouamrane, en sont quelques noms parmi la longue liste des valeureux combattants pour la liberté.

Et d'asséner : "n'en déplaise, l'Algérie est une République une et indivisible. Un principe que son peuple a consacré dans toutes les Constitutions du pays depuis son indépendance en 1962", a-t-il affirmé.

Par ailleurs, l'ambassadeur du Maroc, a exhibé devant les séminaristes, en lui donnant une lecture tronquée et trompeuse,

la lettre du 19 novembre 1975, adressée au Secrétaire général de l'ONU, par l'ex-Représentant permanent de l'Algérie, transmettant un document dans lequel il fait connaître la position de l'Algérie en ce qui concerne les derniers développements relatifs au problème du Sahara occidental.

Dans cette lettre, il a été clarifié que des débats et des Résolutions 377 (1975), 379 (1975) et 380 du Conseil de sécurité, il résulte que : "Outre l'Espagne en tant que puissance administrante, les parties concernées dans l'affaire du Sahara occidental sont l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie".

En réponse au mensonge éhonté de l'ambassadeur marocain, l'ambassadeur Larbaoui a rétorqué en invitant le Représentant du Maroc à ne pas faire une lecture tronquée et sélective de la lettre, insultant au passage l'intelligence des délégués ici présents qui savent lire par eux-mêmes les textes de l'ONU et maîtrisent la terminologie diplomatique multilatérale, le Représentant du Maroc aurait dû faire lecture des passages qui ne laissent aucune place à l'équivoque quant à la position de mon pays.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha installe le nouveau DGDSE

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a présidé, samedi la cérémonie d'installation officielle du Général-Major Djamel Kehal, dans les fonctions de Directeur Général de la Documentation et de la Sécurité Extérieure (DGDSE), en succession au Général-Major Noureddine Mokri, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, Monsieur le Général de Corps d'Armée Saïd



Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, a présidé, ce samedi 14 mai 2022, la cérémonie d'installation officielle du Général-Major Djamel Kehal, dans les fonctions de Directeur Général de la Documentation et de la Sécurité Extérieure", précise le communiqué.

"Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, et conformément au décret présidentiel, j'installe officiellement le Général-Major Djamel Kehal, dans les fonctions de Directeur Général de la

Documentation et de la Sécurité Extérieure, en succession au Général-Major Noureddine Mokri", a indiqué le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha. A cet effet, a-t-il ajouté "je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et ses instructions, dans l'intérêt du service, conformément aux règlements militaires et aux lois de la République en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre glorieuse Révolution". En cette occasion, Monsieur le Général de Corps d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres de la Direction Générale

de la Documentation et de la Sécurité Extérieure, auxquels il a donné des instructions et des orientations relatives essentiellement à "l'impératif de faire preuve du plus haut degré de professionnalisme dans l'exécution des missions assignées et de redoubler d'efforts avec dévouement et abnégation afin de relever les défis sécuritaires engendrés par les évolutions accélérées enregistrées sur les plans régional et international". Enfin, le Général de Corps d'Armée a signé le Procès-verbal de la passation de pouvoir.

L'ancien SG de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Saïd placé en détention provisoire



Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed, à Alger, a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire de l'ex-Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd, a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

Sidi Saïd avait comparu, dans la matinée de jeudi, devant le Procureur de la République près la même juridiction en compagnie de ses deux fils pour les auditionner sur des affaires de corruption. Le juge d'instruction a, par la suite, ordonné le placement en détention provisoire de l'ex-SG de l'UGTA et d'un de

ses fils, alors que l'autre a été placé sous contrôle judiciaire. Abdelmadjid Sidi Saïd a quitté son poste de SG de l'UGTA qu'il avait occupé depuis 1997, après avoir annoncé en juin 2019 son intention de ne plus se présenter pour un nouveau mandat à l'occasion de la tenue du congrès de l'UGTA.

Une plateforme numérique pour consulter les rappels de la majoration des pensions et allocations de retraite



La Caisse nationale des retraites (CNR) a lancé une plateforme numérique permettant aux retraités de consulter leurs rappels de la majoration des pensions et allocation pour l'exercice 2021 et le montant des augmentations de 2022, a indiqué jeudi un communiqué du CNR. Cette plateforme est accessible

sur le lien <https://reval.cnr.dz/> ou à travers le scan du code QR affiché sur la photo, selon la même source. Les retraités peuvent également accéder à la plateforme sur le site-web de la Caisse www.cnr.dz. Les pensions et allocations, au titre des années 2021 et 2022, seront versées à partir de dimanche selon le calendrier habituel du versement des

pensions, soit du 15 au 26 de chaque mois. Il est à noter que le président de la République avait donné, lors du Conseil des ministres le 10 avril dernier, des instructions pour revoir à la hausse les pensions de retraite en incluant des augmentations oscillant entre 2 et 10 %, en fonction de la valeur de la pension.

Les augmentations des pensions de retraite versées à partir du 15 mai



Les allocations et pensions des retraités seront versées, à partir du 15 mai, en comptabilisant les augmentations décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au titre des années 2021 et 2022, a annoncé mercredi la Caisse nationale des retraites (CNR). Les retraités recevront un SMS comprenant le montant des rappels de la majoration pour l'année 2021 et la valeur de la majoration annuelle pour 2022, afin de leur épargner les déplacements vers les agences commerciales pour se renseigner

sur la valeur des augmentations, a expliqué la CNR dans une publication. La CNR a également précisé que les pensions seront versées selon le calendrier habituel du versement des pensions, soit du 15 au 26 de chaque mois. Il est à noter que le président de la République avait donné, lors du Conseil des ministres en avril dernier, des instructions pour revoir à la hausse les pensions de retraite en incluant des augmentations oscillant entre 2 et 10 %, en fonction de la valeur de la pension.

Clôture des travaux de la journée d'étude sur le système juridique du secteur de la Communication

Les travaux de la journée d'étude sur le système juridique du secteur de la Communication ont pris fin jeudi après-midi à Alger par une série de propositions, appelant notamment à la mise en place d'un arsenal juridique qui sera au service du système médiatique et permettant de relever les nombreux défis.

Les participants à cette rencontre, organisée par le ministère de la Communication, ont appelé à s'inspirer des précédentes lois relatives à l'information pour "faire progresser la pratique journalistique", étant donné que ces textes de loi comportent "certains avantages", plaidant, toutefois, pour la révision des articles de loi constituant des "obstacles" pour la pratique de la profession.

Ils ont, en outre, souligné la nécessité de préparer un arsenal juridique qui permet de relever les défis actuels et futurs, tout en mettant en avant l'impératif de "renoncer au monopole dans le secteur des médias".

Les participants ont appelé, par ailleurs, à "promouvoir davantage" les sites d'information

électroniques pour leur permettre de "contrer efficacement les campagnes médiatiques malveillantes ciblant l'Algérie".

L'impératif de renforcer la communication institutionnelle a été mis en exergue par les participants qui ont proposé de travailler à l'élaboration d'une définition "claire" du journaliste professionnel.

Ils ont aussi de définir la notion de service public dans le cadre juridique du secteur de l'information, d'encourager la formation des journalistes, notamment par la création d'organismes de formation au niveau des institutions médiatiques tant publiques que privées.

Les participants ont insisté également sur la nécessité d'assainir le secteur médiatique des "intrus dans la profession" et d'assurer la "transparence" des sources de financement des institutions médiatiques. Il s'agit aussi de répondre aux problèmes techniques dont souffrent les journalistes, dont l'accès à Internet à haut débit et d'organiser le secteur de la presse électronique.



Ils ont souligné la nécessité d'organiser des assises nationales dédiées au secteur de l'information comportant des ateliers incluant des thèmes sur la presse écrite, électronique et audiovisuelle.

Ils ont insisté aussi sur la prise en charge des préoccupations socio-professionnelles des journalistes et l'encouragement de la mise en place d'organisations syndicales et professionnelles dédiées à cette

catégorie.

Les participants ont appelé, d'autre part, à l'accélération de la promulgation de la loi sur la publicité, le renforcement de la représentation des journalistes au sein des instances de régulation du secteur et la fusion de l'autorité de régulation de la presse écrite et audiovisuelle au sein d'un conseil supérieur de l'information.

Ils ont préconisé d'organiser la distribution de la presse écrite

et définir un cahier des charges comportant les conditions de domiciliation des chaînes de télévision privées.

Cette journée d'étude, tenue en présence de représentants des médias publics et privés, s'inscrit dans le cadre de la concertation continue et permanente avec les médias sur tout ce qui vise à promouvoir le secteur de la Communication.

Communication :

Les propositions des professionnels du secteur seront prises en compte dans l'élaboration des textes de loi



Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a affirmé, jeudi à Alger, que les propositions formulées par les professionnels du secteur au cours de la journée d'étude sur le "système juridique du secteur de la communication", seront prises en compte dans l'élaboration des textes de loi préparés actuellement pour organiser le paysage médiatique en Algérie. "Toutes les propositions émises par les journalistes des différents médias et les professionnels du secteur seront prises en compte dans l'élaboration des textes de

loi en cours de préparation pour organiser le paysage médiatique en Algérie", a déclaré M. Bouslimani lors de la clôture des travaux de la journée d'étude organisée par le département de la Communication.

L'organisation de cette journée d'étude a permis de "rassembler les professionnels du secteur, d'autant qu'elle coïncide avec la phase de préparation des textes de loi qui seront dans l'intérêt de la profession et de l'ensemble des travailleurs du secteur de l'information et de la communication, aussi bien que du citoyen qui aspire à avoir une

information sûre", s'est-il réjoui. "Nous œuvrons au développement du secteur avec la participation et le concours de tout un chacun pour parvenir à un journalisme fort, responsable, sincère et crédible", a soutenu le ministre. Concernant les préoccupations des journalistes inhérentes à la difficulté d'accès à la source d'information, le ministre a souligné l'impératif de remédier à cette situation, ajoutant que ses services "ont invité tous les départements ministériels à œuvrer pour le rapprochement des relations avec les représentants de la presse nationale pour faciliter

le travail journalistique".

"Les instances ministérielles ont également été invitées à élaborer une liste de leurs experts censés communiquer avec les différents médias, et ce après les contradictions ayant émaillé les déclarations de certains intervenants lors de leur passage dans des émissions et programmes médiatiques, plongeant ainsi le citoyen dans une confusion totale se trouvant dans l'incapacité d'accéder à une information fiable".

Le ministre a souligné, en outre, l'importance de cette journée d'étude qui a permis

aux professionnels du secteur de formuler leurs propositions et d'exprimer leurs préoccupations, précisant que des rencontres similaires sont prévues à l'avenir "au regard de la volonté réelle qui existe de promouvoir la pratique médiatique nationale".

A cette occasion, le ministre a réitéré son appel à tous les journalistes et professionnels du secteur pour "redoubler d'efforts pour servir l'intérêt suprême du pays".

Réunion du gouvernement : Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, des Finances, ainsi que de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 11 mai 2022, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement. Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a eu à examiner les points suivants:

Dans le domaine de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire:

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire a présenté une communication sur l'état de mise en œuvre des recommandations de la réunion Gouvernement-walis tenue les 25 et 26 septembre 2021 ainsi que la feuille de route pour leur



concrétisation.

A ce titre, l'exposé a porté sur une évaluation de l'état de la mise en œuvre des 182 recommandations, qui s'est traduite par des avancées significatives dans la mise en œuvre de la feuille de route qui leur a été tracée et ce, aussi bien à travers les mesures juridiques engagées que pour ce qui est des aspects relatifs notamment, à la redynamisation de l'investissement, l'adaptation des différents programmes de développement local, la refonte des modes de gestion des services publics locaux et la gestion des crises au niveau local (feux de forêts, stress hydrique, Covid-19). Au terme de l'exposé, le Premier ministre a rappelé que cette question intéresse le Gouvernement dans son ensemble et a demandé d'accélérer la mise en œuvre des recommandations issues de la rencontre Gouvernement-walis, sachant que celle-ci fera l'objet d'un suivi rigoureux et d'une

évaluation périodique des actions mises en œuvre au niveau de chaque secteur.

Dans le domaine des Finances:

Il a été présenté une communication sur l'état d'avancement du programme de modernisation et de numérisation des services de la Direction Générale du Domaine National. Ce programme est engagé, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement en matière de numérisation des activités domaniales, cadastrales et foncières et ce, afin de restituer à la domaniale et au foncier leurs rôles éminemment, économique, financier et social.

Les premiers résultats relatifs à la mise en place du système d'information prévu au titre de ce programme, ont fait l'objet d'une présentation, sachant que certains modules sont déjà fonctionnels au niveau de certaines wilayas tandis que pour les autres activités, des tests en conditions réelles d'utilisation sont en cours de finalisation.

En effet, une plateforme dénommée "EL AAKAR" est rendue accessible depuis janvier 2022 et sera, à partir du mois de mai

2022, progressivement ouverte aux secteurs institutionnels, opérateurs économiques et aux citoyens.

A l'issue de la présentation, le Premier ministre a rappelé les directives données par Monsieur le Président de la République, relatives à l'accélération du processus de simplification et de dématérialisation des procédures administratives et ce, pour faciliter l'accès à l'information et aux actes administratifs pour le citoyen et les opérateurs économiques.

Par ailleurs, il a rappelé la nécessité d'achever l'opération d'établissement des actes de propriété au profit des bénéficiaires des programmes de logements publics conformément aux instructions de Monsieur le Président de la République et ce, après l'assainissement de la situation juridique des terrains en question.

Dans le domaine de la Transition Énergétique et des Energies renouvelables:

Le Gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Transition énergétique et des Energies

renouvelables sur le projet de réalisation de centrales photovoltaïques 'Solar 1000 MW', au titre duquel, l'appel à investisseurs pour la réalisation des dites centrales a été lancé le 23 décembre 2021.

Dans ce cadre, il a été souligné que la société de développement des énergies renouvelables "SHAEMS", qui fait office de guichet unique et d'interface avec les investisseurs potentiels, assurera l'exploitation des centrales et la commercialisation de l'énergie produite.

Par ailleurs, il a été précisé que le cahier des charges concernant ce projet, qui permettra la production de 2.200 GWh/an d'électricité renouvelable, a retenu, au titre de la 1ère phase du plan de développement national des énergies renouvelables, cinq (5) sites d'implémentation des centrales photovoltaïques, à travers cinq (5) wilayas du Sud.

Le cahier des charges a intégré également des mesures visant à encourager et à promouvoir le développement de l'industrie locale et ce, en exigeant des investisseurs un taux d'intégration nationale d'au moins 30%".

L'Algérie capable de devenir leader dans la fabrication des panneaux photovoltaïques

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a affirmé, samedi à Laghouat, que l'Algérie disposait d'un potentiel industriel et humain lui permettant de devenir leader dans le domaine de fabrication des panneaux photovoltaïques et d'augmenter ainsi ses capacités de production dans ce domaine. Dans son allocution à l'occasion de la journée d'information sur "la promotion du contenu local dans le cadre du projet SOLAR 1000 MW, le ministre a souligné que l'augmentation du taux du contenu local dans ce domaine était à même de booster le développement

socioéconomique et environnemental.

Il a appelé, dans ce sens, à la conjugaison des efforts pour insuffler une dynamique permettant d'asseoir une industrie locale et de relever les défis qui se posent au secteur des énergies renouvelables afin de prendre en charge les préoccupations des opérateurs industriels et de créer un environnement favorable à l'investissement.

Dans ce sillage, le ministre a rappelé la signature en avril 2021 d'un mémorandum d'entente entre les ministères de l'Industrie et de la Transition

énergétique sur la rationalisation de la consommation de l'énergie dans le secteur industriel, ayant permis le lancement de plusieurs projets communs.

M.Zeghdar a insisté, dans ce cadre, sur le développement des ressources humaines pour relancer ce secteur stratégique, d'où la nécessité de mettre en place des mécanismes et de réunir les conditions idoines permettant de les mettre à niveau à travers la formation et la recherche appliquée.

Etd'affirmerquesondépartement s'emploie à l'élaboration d'un plan d'action relatif à l'efficacité énergétique et aux énergies



renouvelables du secteur de l'Industrie en collaboration avec les ministères de l'Energie et de la Transition énergétique, à travers l'activation du programme d'appui aux énergies renouvelables avec l'Union européenne (UE) qui a prévu l'organisation de nombreux ateliers pour la coordination des efforts dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan

d'action national de l'efficacité énergétique (2021-2025).

Au sujet de l'élargissement des consultations entre les différents acteurs dans ce domaine, le ministre a accueilli favorablement cette démarche qui permet d'aplanir les difficultés et de concrétiser les objectifs des programmes de transition énergétique en Algérie en vue de diversifier les sources d'énergie, de renoncer progressivement aux énergies fossiles et de réduire la facture d'importation par l'établissement d'une industrie locale des équipements de ce domaine.

Hydrocarbures :

L'Algérie veut consolider son rôle de "fournisseur fiable"

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé vendredi à Sorrente (Italie) où il a pris part au Forum international "Vers le Sud: La stratégie européenne pour une nouvelle saison géopolitique, économique et socioculturelle en méditerranée", la détermination de l'Algérie à consolider son rôle de "fournisseur fiable" en hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère. M. Arkab, accompagné d'une

délégation du secteur composé des Présidents Directeurs Généraux de Sonatrach et de Sonelgaz, a pris part aux travaux de ce Forum en compagnie d'une délégation du ministère des Affaires étrangères, conduite par M. Abdelkrim Harchaoui, envoyé spécial chargé de la diplomatie économique, précise la même source.

Cette rencontre internationale organisée par le ministère italien du Sud et de la Cohésion territoriale



et European House - Ambrosetti, a été rehaussée par la participation du président de la République, Sergio Mattarella, le président de la Chambre des Députés, Roberto Fico, ainsi que du Premier ministre, Mario

Draghi, et de nombreux ministres du gouvernement italien, ainsi que de nombreux décideurs du monde politique, économique et académique international.

Le Forum a permis des échanges "interactifs" sur les voies et moyens de développer des actions concrètes pour mettre en place une plateforme à l'échelle méditerranéenne stratégique pour l'Italie du Sud et l'Europe, souligne le communiqué. Lors de cette rencontre, M. Arkab

a souligné "le rôle clé du secteur de l'énergie et des mines en tant que moteur de développement économique et l'importance de la coopération dans le secteur des hydrocarbures dans la région", tout en indiquant que le secteur de l'énergie et des mines est un secteur "ouvert aux investissements" à travers un cadre légal incitatif et offre de nombreuses opportunités de partenariat dans de nombreux domaines, relève la même source.

ANNABA / Préservation du patrimoine Le Forum national sur le patrimoine "Thourathia" recommande l'implication de la société civile

S.Ferdjallah

Le Forum national sur le patrimoine "Thourathia" a plaidé adopté un ensemble de recommandations, notamment celle inhérente à l'importance d'impliquer la société civile dans ses différentes activités de «préservation du patrimoine et de valorisation de son contenu».

Dans ce contexte, le Professeur Khadija Boufara de l'Université de Badji Mokhtar Annaba a recommandé à la fin du forum que la société civile, avec toutes ses activités et visions, « soit invitée à contribuer à l'effort de préservation et de valorisation du patrimoine, en coopération et coordination avec des fonctionnaires et des gestionnaires de divers secteurs au niveau de la wilaya».

Le forum a également recommandé la création d'un musée du patrimoine

multidisciplinaire à Annaba et la création d'une banque de données du patrimoine algérien, en plus du lancement d'un réseau national qui rassemble des professionnels qualifiés pour protéger et valoriser le patrimoine matériel et immatériel algérien.

La deuxième et dernière journée du Forum national «Thourathia», dont les travaux se sont déroulés dans la ville d'Annaba, a vu la présentation et l'échange des interventions sur l'architecture islamique dans l'ancienne ville d'Annaba et les techniques de restauration des monuments à travers l'expérience de la restauration des Mosquée Abou Marouane Echarif et autres sites.

Les intervenants ont également suivi une lecture traditionnelle sur les dessins et les couleurs qui sont utilisés dans les modèles Al-guandoura Al-Annabia utilisant le fil d'or "le fil" et ce qu'il reflète des

coutumes et traditions qui existent encore, ainsi qu'un autre archéologue qui fit un exposé sur "Al-Bernous" et ses connotations sociales, culturelles et historiques encore bien ancrées.

Au cours du débat, il a été souligné "la nécessité de respecter les caractéristiques techniques et culturelles des matériaux de construction dans le processus de restauration et d'impliquer des spécialistes à toutes les étapes de la restauration des monuments".

Les participants ont également souligné "l'importance de s'appuyer sur des références historiques fiables dans les études sur les domaines liés au patrimoine".

Le Forum National a été organisé par l'Association Al Rawnaq Al Annabi sous le slogan « Patrimoine, Identité et Ressource » à l'occasion de la commémoration du mois du Patrimoine comme il a été souligné dans notre précédente édition.



ANNABA / Orthopédie et traumatologie La Société Algérienne de Chirurgie orthopédique et traumatologique tient son congrès sous le thème : Comment réussir sa plastie du LCA sous arthroscopie

Sihem Ferdjallah

Les journées inter-congrès d'Annaba 2022 de la Société Algérienne de Chirurgie orthopédique et traumatologique ont eu lieu, hier et avant-hier, à l'hôtel Sheraton sous le thème comment réussir sa plastie du LCA sous arthroscopie. Ces journées inter congrès ont été l'occasion de réunir des orthopédistes des milieux universitaire et collégial œuvrant dans le domaine de la formation et de la recherche et



des praticiens dans le secteur public ou libéral faisant tout pour assurer des soins de qualité. Durant ce conclave, deux thèmes principaux ont été abordés à savoir «Les nouveautés

en chirurgie de la main et la reconstruction sous arthroscopie du ligament croisé antérieur du genou ». En matière de programme, 19 communications libres ont été présentées, en sus

de l'exposition de 65 posters, 07 films scientifiques et 03 symposiums des laboratoires. Ces journées ont eu lieu grâce au dévouement et au travail acharné du comité d'organisation, notamment le club scientifique AVEROES ainsi que les membres du comité scientifique, qui ont travaillé d'arrachepied depuis plusieurs semaines pour faire de cette rencontre une réalité. D'autre part, et selon l'un des spécialistes ces journées ont été un espace d'échanges

d'expériences qui permettra aux différentes équipes de dégager un consensus thérapeutique et de faire le point sur les résultats obtenus et de pouvoir cerner d'éventuels risques. Il est question, selon notre interlocuteur, d'échanger les expériences sur ce qui se fait en Algérie en matière de recherche médicale et chirurgicale dans le domaine de l'orthopédie et de la traumatologie et également sur l'état des lieux de la recherche dans ce domaine en Europe.

ANNABA / Prestations médicales Les médecins augmentent leurs honoraires

Sara.Y

Après l'augmentation des prix des produits de large consommation, ce sont les honoraires des médecins généralistes et spécialistes qui vont donc voir leurs tarifs augmenter. L'évolution des prix des consultations médicales en 2022 continue à enregistrer des

hausse décriées par les patients. Les médecins privés ont augmenté, en effet, leurs tarifs des consultations médicales, une hausse qui a engendré un déséquilibre tarifaire, sachant que les tarifs des prestations diffèrent d'un médecin à un autre. Une augmentation qui n'a pas été du goût des citoyens qui ont dénoncé cette mesure

injustifiée.

Le citoyen devra payer au minimum 2500 dinars pour une simple consultation chez un médecin privé, selon les spécialités des médecins. Par ailleurs, les tarifs des analyses dans les laboratoires peuvent atteindre jusqu'à 10.000,00 DA. Une situation qui n'arrange pas les familles

ayant plusieurs enfants et à bas revenus. Ce qui a eu pour effet, d'engendrer un afflux au niveau des hôpitaux qui peuvent répondre aux sollicitations des malades à moindre coût.

Les patients mécontents ont interpellé les responsables du secteur de la santé pour mettre fin à ces dépassements.



ANNABA / Fuites d'eau potable Les habitants d'Oued Forcha dénoncent l'absence de réaction des services concernés

Sara.Y

Les habitants d'Oued Forcha ont sollicité l'intervention des autorités locales au sujet des fuites d'eau potable se déversant dans les avaloirs, se mêlant aux eaux usées stagnantes à la suite des dernières intempéries, dégageant des odeurs nauséabondes. Signalée par les riverains, cette déperdition, n'a pas fait l'objet d'une intervention de la part des services concernés. Cette défectuosité émane du réseau principal. Selon l'avis de certains citoyens, ce problème des fuites d'eaux potable a fait surgir d'autres problèmes et affecté le débit d'eau au niveau de plusieurs domiciles. Une défaillance en rapport avec le réseau principal de distribution d'eau potable qui



a entraîné de nombreux désagréments aux résidents qui ont du mal à s'approvisionner en eau potable, du fait du manque de pression ou de coupures itératives.

ANNABA/FAITS DIVERS Le corps inerte d'un homme repêché à la plage "Ras El Hamra"



LB

Le corps sans vie d'un homme a été repêché à la plage Ras El Hamra, avant-hier, dans un état de décomposition par les éléments de la Protection civile apprend-on, d'une source fiable de la protection civile. Le corps de la victime toujours non identifié, a été découvert au niveau de la plage "Ras El Hamra" dans un état de décomposition avancée pour des raisons toujours inconnues. Dès l'annonce de

cette découverte, les supputations allaient bon train sur l'identité du corps repêché et des raisons étranges de sa noyade. Par ailleurs la dépouille de la victime a été acheminée à la morgue d'Ibn Rochd pour une éventuelle autopsie et pour identification de la victime après des procédures judiciaires aient été entamées par les services compétents. Les services de la police judiciaire ont diligenté une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de ce tragique incident.

ANNABA / Emigration clandestine Les familles de harragas portés disparus de la cité "Didouche Mourad" ferment la route

Sara.Y

Des dizaines de personnes, amis et parents des harragas portés disparus depuis quelques jours et issus pour la plupart de la cité "Didouche Mourad" ont exprimé leur colère en fermant la route. Les familles des disparus ont crié leur désarroi face au manque d'informations et surtout en l'absence de réponse aux requêtes adressées aux autorités locales. Les manifestants brandissaient des banderoles et une pancarte avec les portraits des

disparus de ce quartier. "Ramenez nos enfants ! Rendez-nous nos frères !". Le but de cette action est de faire pression sur les autorités pour accentuer un peu plus leurs démarches et les recherches sérieuses pour retrouver les disparus. Un drame qui a mis en émoi tous les habitants de cette wilaya, qui sont toujours dans l'attente d'informations sur le sort des disparus. Les parents et voisins de ces jeunes harragas déplorent "l'inaction" des autorités algériennes.



ANNABA / Faits divers Un enfant de 12 ans meure noyé dans une fosse d'eau à la nouvelle ville Benmostefa Benaouda

LB

Les habitants de la cité "2000 logements" de la nouvelle ville Benmostefa Benaouda étaient sous le choc après qu'un drame soit survenu au niveau de leur localité. En effet, un enfant de 12 ans a été retrouvé inanimé dans une marre d'eau au niveau de la même localité a-t-on appris auprès des services de la protection civile. La victime âgée d'une douzaine d'années a été repêchée par les plongeurs de la protection civile, malheureusement sans vie. La dépouille mortelle a été transférée par les éléments de la Protection civile vers la morgue de l'hôpital "Ibn Rochd" d'Annaba. Une enquête a été diligentée par les services concernés pour connaître les raisons exactes de ce drame. La mort par noyade représente, lors de la saison estivale,



l'une des principales causes de mortalité, notamment chez les enfants de moins de 11 ans et les adolescents.

ANNABA / Poissonnerie Après l'amélioration des conditions climatiques, légère baisse du prix de la «sardine»

LB

Au grand bonheur des amateurs du petit poisson bleu, la sardine connaît une baisse sensible de son prix, depuis quelques jours. Après avoir nargué les consommateurs, la voilà qui est cédée à 700 DA

le kilo, au niveau des marchés. Les poissonniers, visiblement heureux de l'avantage de pouvoir écouler leurs casiers sans peine, rivalisent pour attirer davantage de clients. Cette baisse s'explique par l'abondance de la production au cours de cette saison. Les conditions climatiques sont

aussi à l'origine de cette bonne production. La sardine et le poisson bleu suivent généralement les courants chauds. Notre bassin méditerranéen est chaud, tout le monde le sait et notre sardine réputée pour sa chair appréciable trouve un biotope incomparable ailleurs.

Il n'y a pas si longtemps, le produit, devenu rare et introuvable, a pourtant atteint des cimes vertigineuses lorsqu'il était vendu à 1000 DA le kilo. Depuis plusieurs semaines, une baisse sensible des prix a été constatée. De leurs côtés, les consommateurs expriment leur

satisfaction d'abord pour le prix devenus subitement abordables et surtout pour la qualité du poisson. Ils soulignent que celui-ci est frais et sent véritablement la sardine qu'ils aiment consommer en friture ou accommodée suivant les différentes recettes dont ils ont le secret.

BEJAIA / CÉLÉBRATION DU MOIS DU PATRIMOINE

Beni-Méllikeche et Ighil Ali recréent les traditions de la vallée de la Soummam

Ighil Ali et Beni-Méllikeche, deux régions mitoyennes de la haute vallée de la Soummam, située à quelques 75 km au Sud-Ouest de Bejaia, se sont distinguées, individuellement et collectivement, à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, consacrée cette année par l'UNESCO à la promotion du patrimoine culturel immatériel (P.C.I).

Défilés et mise en valeur des costumes traditionnels, expositions d'objets ancestraux, notamment les instruments araires, et peinture, poésie, chants, conférences, etc. autant d'activités déployés par les associations et les municipalités locales qui se

sont attachées à entretenir et à recréer les traditions locales, dans un cadre populaire, convivial et festif, impliquant surtout toutes les catégories d'âge.

L'attention a été portée, dans ce contexte, sur les rituels populaires, en remettant au goût du jour les cérémonies de mariage à l'ancienne, la mise en valeur des costumes, notamment la gandoura et le burnous, la préparation et le partage du couscous, les circoncisions, etc, qui sont autant de rites bien installés mais que d'aucuns espèrent voire revitaliser et sauvegarder.

En fait pour les organisateurs, au-delà, des diverses démonstrations, l'objectif non avoué, et de faire de

ces moments de retrouvaille "Une opportunité pour le renforcement des liens sociaux et la régénération des sentiments d'appartenance identitaire et communautaire".

Les chants, les danses folkloriques et les repas collectifs ainsi que la déclamation de poèmes ont eu la part du lion dans ces célébrations. L'évènement à l'évidence, a connu des commémorations multiples, commençant à la Maison de la culture de Bejaia puis se déployant dans plusieurs communes, mais avec plus d'éclats dans la haute vallée de la Soummam.

Certaines municipalités se sont plutôt contenté de donner la parole aux intellectuels pour lui



donner du contenu scientifique, à l'instar de la ville d'El-kseur, qui a fait une halte sur "1.000 ans d'histoire de la pensée soufie à Bejaia" et donnant l'opportunité au professeur Djamil Aissani, de la société savante "Gehimab" de

Bejaia de rendre compte de ses travaux de recherche historique. Un mois du patrimoine bien vivant, en somme, pour replonger dans les racines, les rites et le génie ancestral et qui en appelle à une perpétuation pérenne.

SKIKDA / INVESTISSEMENTS

Informier l'opinion publique des efforts consentis pour lever les entraves sur l'investissement

Le médiateur de la République, Brahim Merad, a souligné jeudi au cours d'une visite de travail à Skikda, "la nécessité d'informer l'opinion publique quant aux efforts consentis par les pouvoirs publics pour lever toutes les entraves sur les projets d'investissement qui n'ont pas démarré ainsi que les résultats obtenus à ce sujet".

En réponse à une question sur le manque d'information sur les projets bloqués, au siège de l'usine de peinture dans la zone d'activités Attassa de la commune d'Ain Cherchar, M. Merad a indiqué que "nous sommes tous tenus d'informer l'opinion publique",

estimant que "ce que l'Algérie a réalisé en un temps record en matière de levée des entraves sur les projets d'investissement reste indéniable".

Le même responsable a ajouté que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier pour la communication avec les citoyens, à travers des rencontres régulières avec les médias, soutenant que tous les membres du gouvernement font de même pour tenir l'opinion publique informée des réalisations effectuées.

Il a également considéré que le citoyen est aujourd'hui au fait des programmes et des projets réalisés sur le terrain ce qui leur confère

de la sérénité et de la confiance en l'avenir, estimant que cela se traduit par l'absence des expressions d'insatisfaction des citoyens à travers le blocage des routes et les protestations devant les administrations publiques.

Le médiateur a rappelé, en outre, que sur 915 projets à l'arrêt recensés, les entraves ont été levées sur 861 projets, dont 602 sont déjà entrés en activité, générant plus de 32.000 emplois directs, tandis que les efforts se poursuivent pour régulariser tous les cas restants.

M. Merad a exprimé, par ailleurs, sa satisfaction quant aux efforts entrepris à Skikda ayant permis la levée des entraves sur 11 projets



entrés en activité et générant 760 emplois, en plus de l'entrée en activité attendue dès le mois prochain de 3 autres projets qui contribueront à créer 275 emplois. Le médiateur de la République a visité, à l'occasion, une conserverie de thon et de sardines dans la zone industrielle Hammadi Krouma qui emploiera

180 travailleurs dès son entrée en exploitation à la fin du mois courant, une usine de production de carton dans la commune de Boumaïza, en plus de 4 autres projets dans la commune d'Ain Cherchar, dont une usine de peinture qui vient de lancer ses activités en employant 55 travailleurs.

ALGER / PATRIMOINE SUBAQUATIQUE

Un aspect supplémentaire venu enrichir la valeur universelle du site de Tipasa

Le site archéologique de la ville antique de Tipasa, classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 1982 se révèle être également un riche bassin archéologique subaquatique, un aspect qui vient enrichir la valeur universelle exceptionnelle de ce bien culturel et qui implique de nouvelles mesures urgentes de préservation, et une nouvelle approche de l'archéologie.

Dans un entretien à l'APS, le professeur Toufik Hamoum, Président du Conseil consultatif scientifique et technique de la Convention Unesco de 2001 sur la protection du patrimoine mondial subaquatique, a indiqué que l'Algérie, "Etat partie", avait "introduit cette dimension subaquatique dans

son rapport périodique sur l'état de conservation du bien (2020)". Il stipule clairement "l'intention d'élargir la zone tampon au domaine maritime, conformément à la décision du centre du patrimoine mondial".

Cet expert du patrimoine culturel auprès du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco et de l'Icesco, explique qu'un "projet de reconnaissance des ressources archéologiques subaquatiques est en cours de montage", mené par le Centre national de recherche en archéologie (Cnra) et l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc) dans le cadre de conventions de coopération avec l'Université d'Aix Marseille, la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, et le Ministère de

la Culture et des Arts.

Pour ce seul site côtier algérien inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, Toufik Hamoum rappelle avoir mené en 2019, alors qu'il dirigeait le Cnra, une mission d'évaluation du potentiel archéologique subaquatique (investigation archéologique et géo radar à multifaisceaux) dans la zone des deux îlots, endroit soupçonné d'abriter des structures portuaires antiques de la cité.

Cependant il relève que l'existence d'un port maritime au IV siècle est déjà "attestée par une source antique qui relate l'histoire de la passion de la jeune martyre tipasienne Ste Salsa". D'autres textes et sources historiques (El Bakri 12e, Marmol Carvajal au 16e, et

Thomas Show au 18e), parlent d'autres endroits d'accostages mobiles, ce qui fait, selon l'universitaire, de toutes la baie du Chenoua "une zone potentiel patrimonial subaquatique en activité depuis la haute antiquité".

L'expert précise cependant que "les investigations de terrain et la documentation systématiques et sérieuses, "font encore défaut, à l'exception de quelques tentatives limitées".

Interrogé sur le potentiel archéologique de la côte de Cherchell, capitale royale de Juba II, roi de Maurétanie Césarienne, Toufik Hamoum affirme que la zone possède "un patrimoine subaquatique attesté, mais moins valorisé".

A ce propos, il appelle à réaliser



"une étude d'impact urgente" afin que l'important projet du grand port d'El Hamdania, qu'il juge "essentiel pour le développement économique", ne se fasse pas au détriment d'un patrimoine qui peut être sauvé en amont.

Une mission de prospection archéologique sur toute la zone terrestre de l'emprise du port et de documentation du site subaquatique identifié, avait été menée par le Cnra en 2018 avec une équipe d'archéologues spécialisés, rappelle-t-il, en précisant que des recommandations ont été formulées et transmises aux services concernés pour prise de décisions et de mesures de sauvegarde et de préservation.

Le départ attendu de Jean Castex, premier ministre sans ego

Le chef du gouvernement, nommé à la surprise générale en juillet 2020, s'apprête à quitter ses fonctions. Moqué à ses débuts pour son style et ses maladresses, ce haut fonctionnaire et élu local a fini par trouver sa place, selon le monde fr.

Ce soir-là, dans la pénombre de la nuit parisienne, le regard de Jean Castex s'embue. Une larme est sur le point de s'échapper. L'homme est usé, certes. Et s'interroge. Assistait-il, du premier rang dressé, ce 24 avril, devant la scène éphémère du Champ-de-Mars, à son propre enterrement professionnel ? Ou s'agit-il de l'accomplissement ultime de sa mission ? Sans doute les deux à la fois. Au milieu de la liesse militante, Emmanuel Macron fête sa victoire à l'élection présidentielle, sur fond de musique électro. Certains dansent. Dans son costume trop lâche, le premier ministre reste droit comme les institutions. Emmanuel Macron le salue tel un vieux compagnon de route.

Les deux hommes s'apprécient et n'oublient pas que cette



réélection a été arrachée au prix de sueurs froides face à la représentante de l'extrême droite, Marine Le Pen. Et si, contrairement à d'autres, le premier ministre n'a jamais été fébrile, il le reconnaît aujourd'hui. « Je sentais qu'une étape était franchie et, ayant rempli cet aspect-là de ma mission, concevez que j'en ai ressenti une certaine émotion », avoue-t-il au Monde. « Quel aurait été le

plan B ? Imaginez-moi, tel que je suis, avec un grand-père qui a été fait prisonnier par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale pour faits de résistance, laisser les clés du camion à une présidente de la République et un premier ministre issu du Rassemblement national ! J'aurais mis longtemps à m'en remettre », ajoute-t-il.

Sans aigreur ni ressentiment, conscient d'avoir « fait [s]

on temps », Jean Castex, premier ministre depuis un peu plus de deux ans, symbole de l'acte II du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, aussi chaleureux que son prédécesseur, Edouard Philippe, semblait distant, s'apprêtait alors à remettre sa démission « dans les jours qui suivent ». Las. C'était sans compter le goût du chef de l'Etat pour suspendre le temps. Voilà près de trois semaines

maintenant que le locataire de Matignon gère « les affaires courantes » et multiplie les pots de départ, en attendant le feu vert d'Emmanuel Macron pour tirer sa révérence. « Il n'en peut plus », croit savoir une source au sommet de l'Etat.

L'image d'un quasi-saint de la politique

Ce vendredi 13 mai, dernier jour officiel du premier quinquennat, Jean Castex pensait en avoir fini. Mais quand il nous reçoit à l'hôtel de Matignon, le premier ministre sait qu'il lui faut encore patienter quarante-huit heures, au moins. Assez, peut-être, pour s'accorder un 352e déplacement, au Vatican cette fois – avant de devoir y renoncer, en raison du déplacement d'Emmanuel Macron, dimanche, aux Emirats arabes unis. La veille au soir, le premier ministre a néanmoins fait ses adieux à ses ministres. Pour de bon, cette fois. L'occasion de se faire offrir un maillot de rugby dédicacé par ses troupes et un stylo à encre qu'il jure de ne pas égarer comme les autres.

Le temps des funérailles de Shireen Abu Akleh, journaliste tuée en Cisjordanie, la ville de Jérusalem s'affirme palestinienne

Les obsèques de la journaliste ont été perturbées par des violences de la police israélienne. Son cercueil a même basculé, en direct devant les caméras, sans tomber, selon le monde fr.

Ce jour de funérailles nationales palestiniennes commence sous les coups de matraque. Peu avant 14 heures, vendredi 13 mai, la police israélienne fait irruption dans la cour de l'hôpital Saint-Joseph, à Jérusalem-Est, d'où le corps de la journaliste Shireen

Abu Akleh doit rejoindre la Vieille Ville. Des milliers de Palestiniens attendent de rendre un dernier hommage à cette femme, convaincus qu'elle a été tuée par un tir de l'armée israélienne, durant un raid à Jénine (nord de la Cisjordanie), le 11 mai.

Les policiers chargent ceux qui se sont rassemblés dans la cour de l'hôpital. Ils poussent contre un mur les hommes qui s'étaient saisis du cercueil et qui avançaient vers les grilles, vers la rue. Ils s'acharnent sur deux des porteurs. L'un d'eux

reçoit au moins dix coups de matraque dans les côtes et sur l'épaule, un coup de pied aux fesses, et finit par s'écrouler. Le cercueil bascule à 45 degrés, en direct devant les caméras, mais ne tombe pas.

« Les policiers voulaient empêcher qu'ils l'emmenent en procession à travers le quartier de Cheikh Jarrah. Ils ont frappé sans distinction hommes, femmes âgées et enfants. Ils ont tiré des grenades assourdissantes à l'entrée du bâtiment, y sont entrés et ont terrifié des patients

», raconte le directeur de l'établissement, Jamil Koussa. Quatorze personnes ont été blessées, dont trois touchées à la tête par des balles de métal cerclées de caoutchouc. Toutes sont rentrées chez elles en fin de journée.

Un officier israélien avait mis en garde au préalable M. Koussa, le représentant de l'Union européenne et le consul de France – héritage de l'époque ottomane, Paris demeure le protecteur symbolique de l'hôpital Saint-Joseph. Il ne voulait pas voir de drapeaux

palestiniens, ni entendre des chants nationalistes. « Mais personne ne peut contrôler cela ! Ce n'est pas dans nos mains ni dans celles de la famille », soupire le directeur. La veille, la police avait fait la même demande aux proches de Shireen Abu Akleh, selon le député arabe israélien Ahmad Tibi. L'après-midi de sa mort, déjà, des policiers avaient tenté de faire retirer un drapeau de leur maison à Jérusalem, où ils recevaient des condoléances.

Guerre en Ukraine

Kharkiv, second fiasco de l'armée russe

Les forces ukrainiennes mènent actuellement une contre-offensive autour de la deuxième ville du pays. Les forces russes n'ont, cette fois, pas reçu l'ordre de disparaître soudainement de la région : elles sont vaincues militairement, jour après jour, et renvoyées vers la frontière, selon le monde fr.

Cela faisait quelques jours qu'ils tiraient sur les positions de l'armée russe depuis le village de Vilkhivka. Là, les artilleurs ont reçu l'ordre d'avancer. En attendant que leur vieil automoteur d'artillerie 2S7 Malka s'ébranle, cinq soldats se reposent encore un moment à l'ombre de lilas en fleurs et fument des cigarettes. Un volontaire du

coin, qui parcourt l'arrière des lignes de front en jeep, leur distribue des boissons énergisantes. Volodymyr s'essuie les mains après avoir accompli des travaux mécaniques. « On va y aller... jusqu'en Crimée ! », s'esclaffe l'artilleur.

Pour le moment, il n'est nullement question de Crimée, mais la référence

à la péninsule qui a été annexée par la Russie en 2014 en dit long sur le moral des troupes et sur leur détermination à vaincre les forces de Moscou, partout dans le pays. Volodymyr et ses camarades font partie des forces ukrainiennes qui mènent actuellement une contre-offensive sur le front nord-est, autour de la ville de Kharkiv.

L'Iran, «force la plus déstabilisante» au Moyen-Orient, selon le chef du Centcom

L'Iran est la « force la plus déstabilisante au Moyen-Orient », selon le général en chef des forces armées américaines dans la région, qui a appelé les partenaires de la région à répondre aux préoccupations croissantes, selon Arabenews. Le général Erik Kurilla, chef du Commandement central de l'armée américaine (Centcom), a déclaré mardi à Al Arabiya que la lutte contre la menace posée par la République islamique restait une priorité absolue, mais qu'elle dépendrait de la coopération régionale.

« La position des États-Unis est que nous ne permettrons pas un Iran nucléaire, mais nos préoccupations concernant l'Iran vont au-delà de sa capacité nucléaire », a déclaré Kurilla.



Le chef du Centcom a noté que le programme de missiles balistiques de l'Iran et son soutien aux milices et aux mandataires soutenus par l'Iran sont d'autres préoccupations

qui nécessitent « un effort ferme de notre part et de celle de nos partenaires en matière de sécurité dans la région ».

Kurilla s'est rendu en Arabie saoudite dans le cadre d'une

« tournée d'écoute », après un déplacement en Égypte. Il a indiqué qu'il comptait effectuer d'autres visites dans le Royaume. « Cette visite dans la région du Centcom... est en grande partie une occasion de recueillir les idées de nos partenaires ici et, ce faisant, je recherche les lacunes, les risques et les opportunités en matière de sécurité pour nos partenaires et pour la région », a-t-il ajouté.

« Je retournerai dans le Royaume à plusieurs reprises dans les mois et les années à venir. Je démontrerai ainsi l'engagement américain envers l'Arabie saoudite et la région. »

Kurilla, qui a remplacé le général Frank McKenzie au début de cette année en tant que principal représentant militaire américain au Moyen-Orient,

a souligné l'importance du partenariat américano-saoudien, le décrivant comme une relation « qui sous-tend notre stratégie au Moyen-Orient ».

Dans le cadre de leur engagement permanent dans la région, les États-Unis ont créé une nouvelle force opérationnelle navale, composée de personnel militaire international et de 15 recrues américaines issues des forces maritimes combinées.

La nouvelle force se concentrera sur la contrebande et la piraterie, sur fond d'inquiétude quant à l'augmentation du nombre d'armes entrant au Yémen et dans d'autres parties du Golfe, qui auraient été utilisées contre des zones civiles en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis.

Le Liban mobilise 75 000 soldats à la veille d'élections législatives cruciales

Plus de 75 000 soldats et agents de sécurité seront déployés dans les bureaux de vote et les sites clés du Liban à partir de samedi soir, à la veille d'élections législatives cruciales dans le pays, selon Arabenews.

Le ministre de l'Intérieur, Bassam Mawlawi, a annoncé ce déploiement à grande échelle après avoir rencontré les commandants militaires chargés de superviser les dispositifs de sécurité pour le scrutin de dimanche.

Selon les estimations du ministère de l'Intérieur, plus de 3,6 millions de personnes devraient voter dans les 15 circonscriptions électorales du Liban.

Vendredi était le dernier jour de la campagne électorale des candidats. Les chefs de partis et les forces politiques soutenant

les listes électorales ont cherché à convaincre les électeurs, qui hésitent encore de participer aux élections.

Mawlawi a assuré que les chefs de la sécurité travailleront avec les propriétaires de générateurs pour s'assurer que les bureaux de vote disposent d'électricité le jour des élections législatives.

Ces élections devraient redessiner la carte politique du Liban après des années de bouleversements politiques et sociaux, avec un nouveau président et retracer un plan de relance, de manière à sortir le pays de sa crise économique grave.

Les messages électoraux ont atteint leur sommet avant qu'un moratoire sur la campagne électorale n'entre en vigueur à partir de minuit vendredi jusqu'à ce que les urnes soient scellées, dimanche en fin de

journée.

Face aux appels persistants au boycott des élections, les chefs religieux ont utilisé leurs sermons du vendredi afin d'exhorter les Libanais à exercer leur droit de vote.

Gebran Bassil, chef du Courant patriotique libre et principal allié du Hezbollah, a déclaré lors de ses apparitions en direct et sur les réseaux sociaux que « voter pour les listes des Forces libanaises équivaut à voter pour Israël et ses alliés régionaux ».

Les candidats et dirigeants des Forces libanaises ont averti que « quiconque vote pour le Courant patriotique libre vote, en fait, pour le Hezbollah ».

L'expert électoral Walid Fakhreddine a déclaré à Arab News que le taux de participation des électeurs sera un facteur majeur de ces élections.



« Il y a un désir de changement chez les gens qui a été en quelque sorte, accueilli de manière positive par les Forces libanaises, le Parti des Phalanges, le Parti socialiste progressiste et le Mouvement Amal », a-t-il affirmé.

Selon Fakhreddine, les élections

« comportent un nombre élevé d'éléments perturbateurs, et les sermons du vendredi étaient une tentative de changer la position des boycotteurs ».

Toutefois, « les gens se décident dans les 15 dernières minutes et nous devons nous attendre à des votes tactiques », a-t-il ajouté.

Frappe aérienne israélienne en Syrie, cinq morts

DAMAS: Israël a mené vendredi des frappes sur le centre de la Syrie faisant cinq morts dont un civil, a affirmé l'agence de presse officielle syrienne Sana, citant une source militaire.

« L'ennemi israélien a mené des frappes aériennes tirant des missiles (...) sur des sites dans le centre » du pays, a indiqué la même source, sans fournir des précisions sur ces sites.

« L'agression a fait cinq morts », a-t-on ajouté faisant également

état de sept blessés dont un enfant, et des dégâts matériels.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a pour sa part fait état de quatre combattants tués parmi les cinq morts, sans préciser leur nationalité.

L'Observatoire, basé en Grande-Bretagne et qui dispose de sources à travers la Syrie en guerre, a indiqué que les frappes aériennes israéliennes avaient ciblé des dépôts d'armes et autres sites utilisés par les Gardiens de la révolution, armée idéologique de

la République islamique d'Iran.

« Des avions de guerre israéliens ont tiré au moins huit missiles sur des dépôts d'armes et des sites iraniens à Massyaf dans la région de Hama », a indiqué l'OSDH.

L'agence Sana a rapporté que l'armée syrienne avait fait face aux tirs, précisant que « certains missiles étaient tombés sur des terres agricoles endommageant des propriétés privées dans le secteur de Massyaf ».

L'Etat hébreu commente rarement ses frappes en Syrie

mais reconnaît en avoir mené des centaines depuis le début de la guerre civile en 2011, ciblant des positions de l'armée syrienne, des forces iraniennes et du Hezbollah libanais pro-iranien.

Ennemis jurés d'Israël, l'Iran et le Hezbollah aident militairement le régime syrien de Bachar al-Assad, ainsi que la Russie.

Téhéran dit avoir déployé des forces en Syrie à l'invitation de Damas et uniquement pour des missions de conseil.

Les Gardiens de la Révolution

ont confirmé le 8 mars la mort de deux hauts gradés dans une attaque israélienne la veille en Syrie.

Déclenchée par la répression de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie s'est complexifiée au fil des ans avec l'implication de puissances régionales et internationales et la montée en puissance des jihadistes. Le conflit a fait environ 500.000 morts, dévasté les infrastructures du pays et déplacé des millions de personnes.

Zeffane :

« L'EN aura un impact dans mon choix de club »



À travers un entretien qu'il a accordé à Foot Mercato, Mehdi Zeffane est revenu sur les derniers mois difficiles qu'il a pu passer en club, mais également sur ses ambitions toujours fortes pour l'avenir.

Beaucoup semblent l'avoir déjà oublié, tant les choses vont vite dans le monde du football, mais pour le début de saison 2021-2022, c'était bel et bien Mehdi Zeffane qui était titulaire en tant que latéral droit face au Burkina Faso (1-1 le 7 septembre 2021). À presque 30 ans (il les aura le 19 mai prochain), le natif de Sainte-Foy-lès-Lyon est à la tournée des chemins. Libre de tout contrat, il

n'a plus été appelé en EN depuis le mois d'octobre dernier. Pour nos confrères de Foot Mercato, le joueur formé à l'Olympique Lyonnais a ainsi expliqué les difficultés qu'il avait traversées au Yeni Malatyaspor : «La Turquie, ça ne s'est pas très bien passé. Je me suis retrouvé dans un club très mal organisé, la preuve toute l'équipe a quitté le club prématurément. Je suis libre de tout contrat depuis fin mars. J'ai quitté le club pour salaires impayés. C'est malgré tout une expérience qui me servira pour l'avenir. Le plus important aujourd'hui pour moi, c'est l'avenir. Et je me prépare pour le mercato estival qui arrive très

vite».

La question de son avenir, évidemment, est au coeur de ses préoccupations. Le champion d'Afrique 2019 avoue ainsi avoir envie de retourner en France, ne masquant pas des offres de clubs de Ligue 1 Uber Eats : «J'ai envie de retrouver un club sérieux, professionnel et ambitieux au plus vite. Un club dans lequel je pourrai m'épanouir et apporter mon expérience, parce que, sans prétention aucune, je pense avoir un CV intéressant et pouvoir apporter à tout un groupe et à un club. J'espère vraiment retrouver un club intéressant et sérieux au plus vite. (...) Je ne suis pas fermé à un retour en France. J'ai

fait le plus gros de ma carrière en France. Je suis même ouvert à un retour en France. Il y a quelques prises de contact. C'est encore tôt, car certains clubs ne sont pas encore complètement fixés sur leur avenir. Mais il y a quelques prises de contact, oui», évoquant notamment l'Olympique Lyonnais qui lui tient toujours à coeur bien qu'il admette n'avoir aucun contact avec les dirigeants du club.

Enfin, Zeffane est revenu sur le très mauvais début d'année 2022 qu'a pu vivre l'Équipe Nationale, tout en faisant part de son souhait de retrouver la sélection : «C'était un début d'année compliqué. J'étais triste

comme tous les Algériens. On a pris une grosse claque entre la CAN et la non qualification pour la Coupe du Monde. Pas mal de choses ont été dites depuis le début d'année. Maintenant, on a juste à faire le dos rond, faire le travail et revenir sur le devant de la scène au plus vite. C'est tout ce qu'on a à faire. (...) Je sais que le coach Djamel Belmadi, avec qui je suis souvent en contact, regarde tout ce qui se passe pour les joueurs qu'il a déjà sélectionnés. Je sais que c'est important pour lui d'avoir des joueurs dans des championnats compétitifs, ça aura aussi un impact sur mon choix cet été, c'est certain.»

Le Bayern Munich confirme les envies de départ de Robert Lewandowski

Par la voix de son directeur sportif, Hasan Salihamidžić, le Bayern Munich a confirmé les envies de départ de Robert Lewandowski cet été. Mais le Rekordmeister reste clair sur ses positions.

C'est une déclaration qui devrait faire du bruit en Bavière. Alors que Robert Lewandowski (33 ans) entrera dans sa dernière année de contrat à partir du mois d'août prochain, le buteur polonais émet des envies d'ailleurs. Le Bayern Munich lui a pourtant proposé une prolongation de contrat, visiblement pas à la hauteur des espérances du meilleur buteur de Bundesliga (34 buts en 33 matchs de championnat cette saison). Et pour la première fois depuis les rumeurs de départ du buteur de 33 ans parues dans la presse sportive, le Bayern Munich a confirmé.

En effet, avant le match contre le VfL Wolfsburg, le directeur sportif du Bayern Munich, Hasan Salihamidžić, a affirmé avoir «parlé avec Lewa. Dans la discussion que nous avons eu, il m'a dit qu'il ne voulait pas accepter notre offre de prolongation de contrat et qu'il aimerait quitter le club. Il a dit qu'il aimerait faire autre chose», au micro de Sky Sports, ce samedi. De quoi émerveiller les

prétendants pour l'enrôler cet été, dont le FC Barcelone.

Le Bayern ne veut pas lâcher Lewandowski

En quête d'un nouveau buteur pour la saison prochaine, le FC Barcelone souhaiterait, comme l'indique la presse locale depuis plusieurs semaines, s'offrir le sérial-buteur du Bayern Munich. Malgré des moyens financiers limités, le club catalan entend s'appuyer sur la bonne relation entre Joan Laporta et Pini Zahavi, l'agent du joueur, pour se l'offrir. Cependant, le Bayern reste clair : «notre attitude n'a pas changé : Lewa a un contrat jusqu'au 30 juin 2023. C'est un fait», ajoutait Salihamidžić.

Selon Sky Sports, Robert Lewandowski aimerait, lui-même, rejoindre le FC Barcelone cet été. Le bras de fer sera compliqué entre le Polonais et sa direction, même si son entraîneur, Julian Nagelsmann, ne souhaite pas le retenir à tout prix. «Je ne suis pas la bonne personne pour imposer des véto. Nous avons parlé à Oliver Khan et Brazzo (Salihamidžić) pour décider de certaines choses, mais je ne m'exprimerai jamais publiquement pour ou contre quelque chose comme si ma parole était la loi». Les prochains jours risquent d'être tendus à Munich...



Juventus : Ça se bouscule pour Paulo Dybala

Après sept saisons passées à la Juventus Turin, Paula Dybala (28 ans), en fin de contrat en juin prochain, va quitter le club du Piémont. Promis à l'Inter Milan, l'attaquant argentin, convaincu par le projet des Nerazzurri reste malgré tout au cœur des convoitises. Arsenal, Manchester United ou encore l'AS Roma, ça se bouscule pour la Joya et son agent, actuellement à Londres, le sait bien.

Contre la Lazio ce lundi à 20h45, Paula Dybala (28 ans) disputera sa dernière rencontre à l'Allianz Stadium. Un dernier tour de piste dans l'antre turinois pour la Joya, auteur de 115 buts et 48 passes décisives en 291 matches toutes compétitions confondues sous le maillot de la Juventus Turin. En fin de contrat en juin prochain, l'attaquant de l'Albiceleste a, en effet, d'ores et déjà annoncé son départ de la Vieille Dame à l'issue de la saison. Préférant placer Dusan Vlahovic comme homme de base pour son futur, la Juve a officiellement confirmé, le 21 mars dernier, qu'elle ne comptait pas conserver son numéro 10



argentin. Un divorce intervenant après sept ans de mariage et laissant désormais place à un large bal de prétendants.

«Dybala n'est plus au centre du projet Juve. Ses qualités n'ont jamais été discutées, mais d'autres choix ont été faits. Le marché des transferts de janvier a

changé la structure technique de l'équipe. Le projet a subi quelques changements et une partie de ces changements concerne également Dybala, qui n'a pas été prolongé aujourd'hui», déclarait, à ce titre, le PDG Maurizio Arrivabene. Annoncé, désormais, comme le grand favori pour s'offrir l'ancien

buteur de Palerme, l'Inter Milan va malgré tout devoir se méfier de la concurrence. Le Corriere dello Sport révèle d'ailleurs, ce samedi, que l'AS Roma serait également intéressée par le gamin de Laguna Larga.

L'AS Roma entre dans la danse, la Premier League à l'affût !

Convoité par de multiples écuries sur la scène européenne (Borussia Dortmund, Arsenal, Manchester United, Newcastle United, Tottenham, PSG), l'international argentin (32 sélections, 2 buts) aurait malgré tout une préférence pour son avenir, celle de rester en Italie et de rejoindre le club intériste. Convaincu que l'Inter lui proposera un meilleur challenge sportif, Dybala sait qu'il sera au cœur du projet même s'il touchera moins d'argent qu'à Turin. À Milan, il pourrait ainsi percevoir 6 M€ annuels + bonus jusqu'en 2026 alors qu'en octobre dernier, il s'était entendu avec la Juve sur les bases d'un contrat de 8 M€ annuels + 2 M€ de bonus (avant que la Juve fonce sur Vlahovic).

Si toutes les planètes semblent donc parfaitement alignées entre les deux parties, aucun accord n'a actuellement été trouvé et aucune proposition n'a été faite comme le rapporte Sky Italia.

Une situation qui n'a pas échappé à José Mourinho, prêt à rafler la mise. Déterminé à s'offrir, librement, la Joya, le coach portugais devra malgré tout faire face à un obstacle de taille. Contrairement à la plupart de ses concurrents italiens ou étrangers, la Louve ne disputera pas la Ligue des Champions la saison prochaine. Une absence qui pourrait s'avérer préjudiciable puisque Paulo Dybala devrait a priori choisir un club lui permettant de participer à la C1. Une chose est sûre, tout s'accélère pour le buteur de la Vecchia Signora et la présence de son agent, Jorge Antun, à Londres pour écouter les propositions de Manchester United et Arsenal ne font que renforcer cette tendance. Reste désormais à savoir si cette tournée anglaise pourrait totalement changer la donne dans le dossier Dybala.



Wi-Fi 7

Qualcomm promet des débits de plus de 30 Gbit/s dès l'an prochain



Qualcomm rejoint la liste de fabricants de composants réseau qui veulent mettre sur le marché des modules Le Wi-Fi 7 le plus tôt possible. Les siens pourraient arriver dès l'an prochain et

permettre des débits de plus de 30 Gbit/s.

Les premiers produits Wi-Fi 6E sont à peine arrivés en France, et déjà le Wi-Fi 7 semble devoir poindre le bout de son nez pour une arrivée

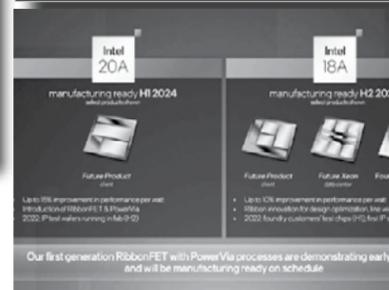
dès l'année prochaine. Outre qu'il bénéficiera de la nouvelle plage de fréquences de 6 GHz introduite avec l'évolution du Wi-Fi 6, le futur standard sans-fil promet surtout des débits théoriques cumulés incroyables. Ainsi, la Wi-Fi Alliance annonçait la semaine dernière que le Wi-Fi 7 pourrait proposer des débuts d'« au moins 30 Gbit/s ». Peu de temps après Qualcomm annonçait sa troisième génération de plate-forme réseau Pro avec des capacités maximales de 33 Gbit/s.

On parle ici évidemment de débits théoriques cumulés, c'est-à-dire qu'on agrège la totalité de la bande passante possible sur les trois champs de fréquences 2,4, 5 et 6 GHz. Ces débits seront obtenus dans les solutions quad-

band compatibles avec le futur standard. Le maximum théorique envisagé pour l'heure pour le Wi-Fi 7 est de 46 Gbit/s. Par ailleurs, le Wi-Fi 7 devrait introduire des évolutions significatives. La largeur maximale des canaux en 6 GHz devrait être de 320 MHz, contre 160 jusqu'à présent. Une bonne nouvelle pour les usages gourmands en bande passante comme la réalité virtuelle, et le streaming (4K et 8K).

Selon plusieurs fabricants de puces réseau, comme Mediatek, Qualcomm et Broadcom, les premiers appareils Wi-Fi 7 grand public devraient être disponibles à partir de la seconde moitié de 2023.

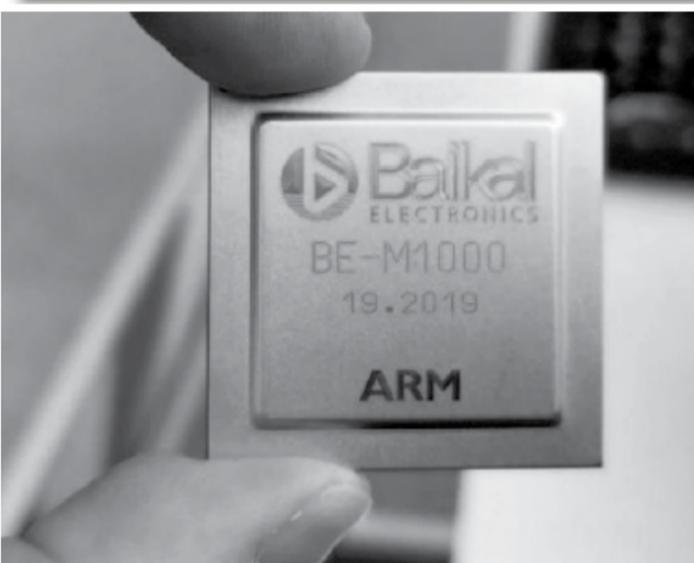
En Bref...



Habitué aux retards d'industrialisation ces dernières années, voilà qu'Intel annonce que sa gravure dite Intel 18 (équivalent à un 1,8 nm soit 18 angströms) arrive en avance au second semestre 2024, soit six mois plus tôt que prévu. Pat Gelsinger martèle depuis un moment déjà son mantra : « Intel is back ». Si la génération Alder Lake (Core 12e gen) semble correctement décoller et si ses investissements massifs dans les usines devraient donner leurs fruits dans quelques années, le géant des semi-conducteurs semble déjà accélérer sur les rails actuels. La preuve étant qu'Intel vient d'annoncer une accélération de son calendrier d'amélioration de la vitesse de gravure. Une annonce qui change de celles de ces dernières années, où les nodes 10 nm, puis 7 nm, ont constamment été repoussés aux calendes grecques.

Dans sa nouvelle « ère Angström (1) », Intel planifiait jusqu'ici d'appliquer sa finesse de gravure dite Intel 18 (1,8 nm ou 18 angströms) à partir du premier semestre 2025. Cette production devrait en fait débiter lors du second semestre 2024. Si l'écart entre les deux peut se jouer, dans les faits, à un jour (il suffit de lancer la production le 31/12/2024 au lieu du 1/01/2025 !), il n'en reste pas moins que cette communication optimiste change des révisions de calendriers auxquels on a généralement affaire (des années de retard sur le 7 nm !). Outre la réduction de la taille des transistors et l'utilisation exclusive de la gravure à ultraviolets extrêmes (EUV), Intel va aussi introduire de nouvelles technologies majeures dans ses futures puces. À savoir une nouvelle structure de transistors – on va passer du FinFet au RibbonFet – et un nouveau circuit d'alimentation (dit « Power Via »). Ces deux technologies étaient censées être simultanément déployées pour le node Intel 20A. Mais échaudé par les retards du 10 nm, qui introduisait trop de technologies différentes, Intel prépare des lignes de production alternatives qui découplent ces deux technologies. En cas de retard de l'implémentation du RibbonFet ou du Power Via, Intel développe des puces qui font appel à l'une ou l'autre de ces technologies.

Le Royaume-Uni coupe l'accès de l'architecture ARM aux entreprises russes



En plaçant les deux plus importantes entreprises russes de semi-conducteurs sur une liste de sanctions, le Royaume-Uni interdit à la Russie d'utiliser les plans d'ARM. Et stoppe le développement de son industrie domestique. Le gouvernement britannique ajoute une disposition de plus au blocage technologique imposé à la Russie en plaçant deux de ses entreprises sur une liste noire.

Parmi les 63 entreprises ciblées par la démarche, on trouve Baikal Electronics et

MCST (Moscow Center of SPARC Technologies), les deux fleurons russes en matière de conception domestique de processeurs. Nous vous avons d'ailleurs parlé à plusieurs reprises des puces Elbrus de MCST, des puces loin d'être à la pointe de la technologie, mais qui ont au moins le mérite – pour un pays en guerre – de pouvoir être souveraines... ou presque.

Car ARM reste pour l'heure une entreprise de droit britannique qui vend ses plans et ses licences à des centaines

d'entreprises. Même lors du Huawei-Gate, ARM n'avait pas coupé les ponts avec l'entreprise chinoise. Mais cette fois-ci, le gouvernement britannique a pris une décision et ARM n'a pas d'autre choix que se plier à cette décision.

Une industrie russe très en retard et dépendante

Aux blocages d'exports de puces américaines (Intel, AMD), s'ajoute donc l'impossibilité de conception et de production de puce à jeux d'instruction ARM.

Sur le papier, la Russie pourrait faire fi des sanctions et produire ses propres puces sur son territoire avec les plans dont elle dispose déjà. Mais même cela lui est impossible.

Quoi qu'obsolètes dans les standards actuels - les puces modernes oscillent entre 10 et 5 nm - les puces Baikal et MCST sont tout de même des designs en 28 nm et 16 nm. Or, les meilleures lignes de production identifiées en Russie produisent en 90 nm ! Si le gouvernement russe a approuvé en avril un plan de 3,19 milliards de roubles (43,5 milliards d'euros) pour développer sa propre industrie de semi-conducteurs,

les analystes estiment qu'il faudrait attendre au mieux 2030 pour voir arriver les premières puces... en 28 nm !

Le pays repose toujours sur des entreprises étrangères pour leur production. Le Japon étant en « guerre » depuis des décennies pour les îles Kouriles, la Corée du Sud et Taïwan étant alignées sur les positions américaines, la Chine est le seul recours possible - ce qui ne manquera pas d'ajouter à la dépendance de la Russie face à l'Empire du Milieu.

Si la Chine est en retard par rapport à Taïwan et la Corée du Sud, sa maîtrise jusqu'à 14 nm est largement suffisante pour une Russie qui est, elle, encore plus en retard dans ses designs. En théorie, la Russie peut donc continuer à faire produire des puces... mais elle ne peut développer son futur sans avoir accès aux plans d'ARM. Ce qui met en lumière sa dépendance à une ISA (jeux d'instructions) étrangères.



VARICES : Ces 5 symptômes sont à surveiller

Toutes les veines proches de la surface de la peau peuvent devenir des varices. Un chirurgien vasculaire rappelle les signes d'alerte.

Selon la société française de phlébologie, entre 20 et 35% de la population souffre de varices. Chez ces patients, les veines deviennent visibles à cause de dilatations veineuses, un phénomène davantage présent sur les jambes.

«Pour la plupart des gens, les varices sont simplement une préoccupation esthétique. Mais pour d'autres, les varices peuvent entraîner des problèmes de santé plus graves, tels que des ulcères importants ou des caillots sanguins qui

mettent la vie en danger», alerte Christopher Huiras, chirurgien général et vasculaire au Mayo Clinic Health System à La Crosse et Sparta. Ce professionnel de santé alerte le grand public sur cinq symptômes à prendre au sérieux (source 1). Parmi ces signes : des crampes musculaires et un gonflement dans le bas des jambes, une douleur aggravée après avoir été assis ou debout pendant une longue période, des démangeaisons, douleur ou chaleur autour d'une ou plusieurs veines et, enfin, des ulcères cutanés près de la cheville.

Attention à certains traitements «Faire de l'exercice, limiter l'apport en sodium, perdre du poids et surélever vos jambes

sont des options d'auto-soins pour empêcher l'aggravation des varices», encourage le Dr Huiras. Ce dernier recommande également de s'équiper de bas de compression et de les porter pendant la journée pour améliorer la circulation sanguine.

Concernant les traitements, certains sclérosants veineux peuvent causer des effets indésirables cardiovasculaires graves. Ces produits permettent d'éviter l'aggravation de la varice mais doivent être utilisés avec précaution. «Ces traitements sont étroitement surveillés en raison des risques d'événements thromboemboliques veineux et de troubles du rythme cardiaque qui



leurs sont associés et pouvant dans certains cas très rares conduire au décès. Cela a notamment conduit à contre-indiquer l'utilisation de certains de ces médicaments (Aetoxisclerol, Fibrovein) chez les personnes ayant des antécédents

d'épisodes (ou maladies) thromboemboliques et à renforcer l'information sur ces risques», mettait récemment en garde l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé dans un communiqué.

AVC : Pourquoi il ne sert à rien de piquer le doigt de la victime avec une aiguille

Sur Facebook, une publication assure que piquer les doigts des patients victimes d'AVC peut sauver des vies. Mensonge.

Chaque année, 150 000 personnes sont victimes d'un accident vasculaire cérébral et 30 000 en décèdent. Face à une victime, la priorité est de réagir vite. Plus la prise en charge est précoce et moins les séquelles sont importantes. Alors, pour sauver la vie d'un patient, il est indispensable de composer au plus vite le 15 pour faire intervenir les secours. C'est le seul geste qui sauve.

Pourtant, sur Facebook, une publication donne un conseil plutôt inattendu. En effet, un message assure qu'il serait possible de sauver la vie d'une



victime d'AVC en lui piquant le bout des dix doigts avec une aiguille. Il s'agirait d'une technique provenant de la médecine chinoise. Évidemment, cette technique n'aide en rien et n'est confirmée par aucune étude scientifique

rappelle l'Agence France Presse (source 1). Réagir vite, le SEUL geste qui sauve. Pire encore, elle peut même représenter un danger pour les victimes. «La douleur causée par le fait de blesser l'une des

parties les plus sensibles du corps pourrait augmenter la pression artérielle des patients et aggraver l'AVC», mettait déjà en garde le professeur Dilraj Singh Sokhi, chef du service de neurologie à l'hôpital Aga Khan de

Nairobi, interrogé en 2020 par l'AFP. Sans parler du risque d'infection encouru par le patient en cas de l'utilisation d'une aiguille qui ne serait pas stérile. En cas d'apparition brutale d'une déformation de la bouche, d'une faiblesse d'un côté du corps (bras ou jambe) ou d'un trouble de la parole, la seule chose à faire est de contacter au plus vite le Samu. La mise en place d'un traitement adapté rapidement permettra de sauver la vie du patient et de limiter au maximum l'apparition de certaines séquelles.



Tout savoir sur le sèche-linge

Sara Boueche

Tout le monde s'accorde sur le fait que le meilleur moyen pour sécher son linge après lavage reste évidemment l'exposition à l'air libre et de préférence au soleil pour le blanc mais cela n'est pas toujours possible

L'inexistence de balcon ou de loggia, les mauvaises conditions météorologiques, l'interdiction d'étendre à l'extérieur, obligent à trouver une alternative

La solution la plus simple est d'opter pour un séchoir à linge que l'on place généralement devant le radiateur en hiver au niveau du hall ou du couloir

Une solution simple, très peu coûteuse mais peu pratique (entrave à la circulation) mais surtout pas du tout esthétique

Une autre alternative consiste à s'équiper d'un sèche-linge si l'espace le permet, ce qui n'est souvent pas le cas, sauf si on superpose le sèche-linge sur



le lave-linge grâce à un kit de superposition spécial (à cause des vibrations)

Les constructeurs d'électroménager toujours aussi créatifs ont pensé à fabriquer une machine qui permet de laver puis de sécher le linge d'où le nom

de lave-linge séchant ou lave-linge combiné

Une solution qui paraît idéale mais qui demande réflexion avant de se décider à s'équiper ou non en tenant compte des avantages et des inconvénients énumérés ci-dessous

AVANTAGES DU LAVE-LINGE SÉCHANT :

Le gain de place :

Une seule machine de la taille d'un lave-linge simple suffit pour laver et sécher le linge

L'économie à l'achat :

Un lave-linge séchant revient moins cher à l'achat par rapport à un lave-linge auquel on doit ajouter un sèche-linge

Pas de manipulation

Nul besoin de déplacer le linge mouillé vers le sèche-linge. Le programme séchage est lancé automatiquement après la fin du lavage

INCONVÉNIENTS DU LAVE-LINGE SÉCHANT:

La différence de capacité :

Si vous remplissez votre lave-linge au maximum de sa charge pour le lavage, vous serez obligé de le faire sécher en deux fois au risque d'avoir un linge froissé et toujours humide

Il faudra sortir une partie du linge, sécher la partie restante

puis sécher la deuxième

Pour éviter cette manipulation et réduire le temps de séchage, il faudra mettre moins de linge à laver (1/3 ou 1/2 selon les modèles)

Ex: Pour une machine de 10 kg en lavage, la capacité en séchage sera de 5 à 6 kg

Équipement énergivore :

Les cycles de séchage sont plus longs que sur un sèche-linge classique d'où une importante consommation en électricité

Les cycles de séchage utilisent beaucoup d'eau donc pas d'économie sur la durée

La plupart des constructeurs possèdent plusieurs modèles de lave-linge séchant et ils s'attellent à les rendre de plus en plus performants et économiques C'est un équipement qui convient parfaitement dans les petits logements citadins

Le canapé blanc, pour un style élégant et sobre

Sara Boueche

Un beau canapé tout blanc à mettre dans votre salon vous tente mais vous hésitez parce que vous le trouvez trop salissant, que vous avez des enfants et/ou des animaux de compagnie et qu'il sera difficile d'en conserver la couleur

Pourtant le canapé blanc de par son élégance et sa sobriété possède plusieurs atouts. Intemporel, il traverse le temps et les tendances et s'adapte à tous les styles de déco, il se marie facilement avec toutes les couleurs et offre un



plus en luminosité à une pièce en accrochant la lumière

Il convient parfaitement dans une

déco scandinave ou les couleurs neutres dominant procurant une

ambiance apaisante

Dans une déco minimaliste, il permettra de rehausser l'esprit épuré du style

Pour un style moderne et plutôt coloré, il permettra de jouer les contrastes

Pour le pimper on peut l'agrémenter de coussins ou de plaids de couleurs

Le principal inconvénient du canapé blanc qu'il soit en tissu ou en cuir est qu'il est difficile de le garder immaculé longtemps

Pour parer à cet inconvénient, optez pour un tissu anti-taches qui donne la possibilité de nettoyer les taches facilement avec de

l'eau uniquement

Dans tous les cas (cuir ou tissu), les taches doivent être traitées au plus vite et dans le cas de taches incrustées, l'utilisation de produits nettoyants spécifiques permettra de les faire disparaître Si vous souhaitez vraiment un canapé blanc et que son entretien vous rebute

Pensez à recouvrir votre vieux canapé d'une jolie housse de tissu blanc que vous pourrez enlever et laver chaque fois que cela sera nécessaire

Illuminer votre regard avec votre anticernes et votre blush liquide

Nouvelle astuce en vogue sur le réseau social TikTok : mélanger son anticernes avec son blush liquide pour un regard lumineux et frais. On valide ou pas ? La réponse est ici.

TikTok, ce réseau social incroyable sur lequel on y trouve des astuces en tout genre pour rendre sa routine beauté encore plus efficace et amusante. Si on y découvrirait comment colorer ses cheveux avec du café, ou encore comment lutter contre l'acné avec de l'eau salée, on y trouve aussi des astuces make-up comme utiliser son éponge à maquillage pour faire son smoky-eye ou



encore comment rendre son regard hypnotisant en quelques secondes. Alors oui, évidemment, certaines astuces s'avèrent parfois être vraiment efficaces mais attention,

d'autres ne sont absolument pas bonnes à reproduire, comme celle qui consiste à recourber ses cils avec son sèche-cheveux. Cette fois-ci, c'est une astuce maquillage

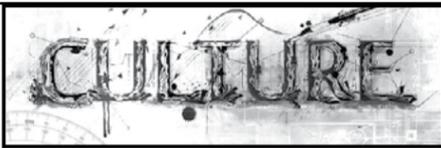
un peu plus prometteuse qui fait sensation sur la plateforme : utiliser son anticernes et son blush liquide pour illuminer son regard, regardez !

Comment illuminer son regard avec du blush liquide et de l'anticernes ?

Ce n'est pas une mais plusieurs influenceuses beauté qui se sont visiblement passés le mot sur la plateforme concernant cette technique incroyable et super simple à réaliser. Il suffit de mélanger son anticernes avec son blush liquide, directement sous l'œil, à l'emplacement des cernes. Ensuite, estomper votre mélange

avec votre pinceau ou votre éponge à maquillage. Résultat ? Un regard lumineux, sans aucun cerne apparent.

Mais pourquoi ça fonctionne ? Car cette astuce repose sur le principe du «color correcting». Une technique utilisée par les maquilleurs professionnels, qui consiste à neutraliser les sous-tons gris, bleutés, violets, rouges ou jaunes de la peau, en utilisant leur couleur opposée sur le cercle chromatique. Ainsi, la teinte du blush va servir de «color correcting», tandis que l'anticernes camoufle davantage les cernes.



Au Bénin, un chantier patrimonial et mémoriel colossal

Pour développer son économie, le pays mise sur sa culture et son histoire. Parmi la pléthore de projets prévus, quatre musées devraient sortir de terre d'ici à 2024.

C'est sur la latérite de Ouidah, foulée par plus d'un million d'esclaves noirs entre la fin des XVIe et XIXe siècles, et plus précisément dans l'enceinte du fort portugais où ils étaient détenus avant leur exil outre-Atlantique, que s'érige le Musée international de la mémoire et de l'esclavage (Mime).

Encore en travaux, le bâtiment qui doit ouvrir ses portes d'ici fin 2022, n'est que l'une des briques d'un chantier patrimonial et touristique colossal. Composé de douze projets, il prévoit notamment trois autres musées, à Abomey, Porto-Novo et Cotonou.

Dépourvu de minerais et d'hydrocarbures, le Bénin possède un immense patrimoine que le ministre de la Culture, Jean-Michel Abimbola, aime présenter comme « une exception culturelle » sur laquelle Cotonou a décidé de miser. Cette stratégie s'inscrit dans la droite ligne du programme de Patrice Talon, « Révéler le Bénin » qui doit faire du pays « l'une des destinations phares de l'Afrique de l'Ouest, voire au niveau international ».

Pour orchestrer cet ambitieux projet, l'Agence nationale de promotion des patrimoines et de développement du tourisme (ANPT) a spécialement été créée en 2016. Son portefeuille de 650 milliards de F CFA (990,9 millions d'euros), soit 6 % du PIB national en 2020, est couvert à 55 % par des fonds privés.

Tourisme mémoriel à Ouidah
Ainsi, depuis 2020, la ville côtière de Ouidah est en travaux. Cette cité historique, dont les demeures à l'architecture africaine-brésilienne sont imprégnées d'un passé douloureux, est en passe d'être reconstruite grâce au soutien financier de la Banque mondiale (à hauteur de 30 milliards de F CFA) et aux fonds publics (43 milliards de F CFA). Derrière les murailles du fort portugais – dernier bastion colonial au Bénin, qui a perduré jusqu'en 1961 – s'élèvera le Mime.

Un espace de 662 m², encore en chantier, accueillera une exposition permanente dont une partie sera consacrée à l'Afrique et à l'Europe avant la traite transatlantique ; une deuxième à « l'engrenage de la traite » et une troisième aux combats menés pour la liberté.

Selon Alain Godonou, le



directeur du programme musées de l'ANPT qui a chapeauté les équipes de scientifiques et d'historiens béninois et les muséographes et scénographes français des agences Decalog et Les Crayons, il était primordial de « penser le parcours du point de vue africain » et de « sortir du prisme quantitatif pour proposer des trajectoires personnalisées ». Faute d'une collection suffisamment importante – une soixantaine de pièces seulement –, l'équipe du musée a misé sur « l'interprétation » avec des period rooms, des répliques d'objets et de nombreux supports audiovisuels.

Ainsi, il sera possible de suivre l'exode de Cujo Lewis, l'un des derniers survivants de la traite négrière, capturé à l'âge de 19 ans par les amazones du royaume de Dahomey puis convoyé depuis Abomey jusqu'à Ouidah. Il y a été confiné dans une cabane (« barracoon ») durant de longues semaines avant d'être expédié en Alabama (où il vivra dans une maison reconstruite pour l'occasion) à bord du dernier navire négrier, le Clotilda. C'était en 1860, cinquante-deux ans après l'interdiction du commerce d'êtres humains aux États-Unis. Le circuit patrimonial se prolonge à l'extérieur du musée où la Maison du gouverneur, fraîchement rénovée, accueillera temporairement les 26 œuvres restituées par la France une fois leur exposition au Palais de la marina de Cotonou terminée.

Quelques mètres plus loin, la caserne, la ménagerie et la captivité seront reconstruites comme au XVIIIe siècle. Le long de la route des esclaves qui relie le fort à la côte sur 4 km, d'autres sites sont en cours de réhabilitation, comme la place ChaCha, désormais appelée place aux Enchères, où les

esclaves étaient troqués contre une pipe ou du tabac, ou le mémorial Zoungbodji et l'arbre du retour.

Les ambitions du gouvernement ne s'arrêtent pas là. Sur la plage bordée de cocotiers située à quelques kilomètres de la fameuse porte du non-retour, un complexe touristique de 130 chambres, financé par la Bank of China à hauteur de 109 milliards de F CFA, devrait voir le jour. À Avlékété, le village lagunaire voisin, c'est un Club Med qui sera construit dès cette année.

Ressusciter le royaume d'Abomey
À deux heures au nord de Porto-Novo, l'agence gouvernementale s'est promis de faire « revivre » un autre pan majeur de l'histoire du pays, celui du tricentenaire et puissant royaume du Dahomey, disparu avec une partie de ses vestiges au terme d'une lutte contre les colonisateurs français en 1894.

C'est au cœur du site palatial d'Abomey, classé patrimoine de l'Unesco depuis 1985, que sera implanté le très attendu Musée de l'épopée des amazones et du royaume de Danhomè (Meard). Il s'inscrit dans un projet plus large, financé en partie par l'Agence française de développement (AFD) pour 23 milliards de F CFA et Cotonou (15 milliards), comprenant en particulier la rénovation de trois palais royaux, l'installation d'un village pour accueillir les familles d'artisans comme au temps de la cour et l'ouverture de boutiques et de restaurants.

Pour l'architecte Françoise N'Thépé, le défi est de taille : « Je voulais que le musée ait son identité propre, sans reproduire mimétiquement l'architecture royale. » Afin de s'intégrer malgré tout dans l'histoire du lieu, le bâtiment a été pensé de

plain-pied avec une structure basse « pour ne pas dominer les palais existants ». Ces nouveaux pans de façades en brique compressée feront écho aux anciens. Des hauts-reliefs devraient y être sculptés par l'artiste béninois Euloge Glèlè, un descendant du dixième roi d'Abomey, dont il porte le nom.

La Franco-Camerounaise a également fait appel aux savoir-faire locaux et à un cabinet d'étude environnemental spécialisé « pour trouver des matériaux durables, naturels et locaux plutôt que de miser uniquement sur une ventilation mécanique » afin de protéger la collection de la forte humidité. Le musée accueillera une collection permanente d'environ 500 œuvres, parmi lesquelles les 26 trésors royaux restitués qui retrouveront leur terre d'origine après cent trente années d'exil.

Pour définir la programmation, Alain Godonou s'est appuyé sur un comité scientifique béninois, l'agence Decalog et des écrivains, tel Nouréini Tidjani-Serpos, qui ont puisé dans les abondantes archives disponibles. « Le Dahomey est le royaume africain qui a produit le plus d'écrits en Occident, dépassant l'Empire mandingue et les royaumes bantous », raconte-t-il. Avant d'ajouter : « L'IFAN [Institut français d'Afrique noire], qui s'est installé en 1943 à Abomey, a également été un grand foyer de production pour les chercheurs africains qui retranscrivent les sources orales. »

La scénographie, conçue par l'agence Les Crayons, fera écho à cette tradition orale. Au récit factuel et chronologique de l'histoire de cette cité-État qui a fondé sa prospérité sur la traite puis l'huile de palme sera superposée la dimension légendaire de la saga

dahoméenne, avec des mises en scène théâtrales et immersives.

Douze alcôves royales illustreront le règne des onze rois et de la reine Hangbé, récemment réintégrée à la dynastie. Le dernier espace sera dévolu aux amazones, entre lecture réelle et appropriation culturelle. Nicolas Béquart, le cofondateur de l'agence, ne cache pas son enthousiasme : « C'est le joyau de l'ensemble des projets ! » Il a opté pour une mise en scène graphique « hybride » en associant les savoir-faire locaux – vannerie, toiles appliquées, bois sculpté – à un style plus « contemporain ».

Si le projet est avancé, aucune brique n'a encore été posée. L'édifice doit pourtant ouvrir ses portes d'ici fin 2024. Des discussions étaient en cours jusqu'à la semaine dernière avec l'Unesco concernant la volumétrie du musée. La nouvelle mouture a été validée mais il reste encore à former des artisans du bâti à la réhabilitation des anciens palais.

Il est aussi prévu de fouiller les sols au niveau de l'emprise du musée avant sa construction. En effet, une immense partie du site royal, de 47 hectares, n'a jamais été exploré. « Des sondages ont déjà été réalisés par une équipe bénino-danoise et ils devraient se poursuivre, précise Alain Godonou. À terme, il est d'ailleurs prévu que l'équipe de recherche archéologique ait une base dans le palais de Béhanzin. » Le vaudou au cœur de Porto-Novo

Enfin, difficile d'aborder le patrimoine culturel du pays sans parler du vaudou, dont le Bénin est le berceau. Un Musée international du vodun (MIV) s'implantera au cœur de Porto-Novo, à quelques mètres de la place Tofa. Le bâtiment aux murs en bois sculpté, pensé par le cabinet ivoirien Koffi & Diabaté, est intégralement financé par le gouvernement à hauteur de 18 milliards de F CFA.

L'objectif est de « déconstruire les stéréotypes et de donner au monde les moyens intellectuels et visuels d'une meilleure compréhension du vaudou », insiste Alain Godonou. Le comité scientifique qui travaille sur la programmation est notamment composé de Gabin Djimassè, historien, chercheur et spécialiste de l'art vaudou. Les collections qui devraient y figurer sont, elles, encore en cours d'identification.



La famille d'Idir se désolidarise de la biographie de Farid Alilat

Moins d'une semaine après le deuxième anniversaire de sa mort, la famille du célèbre chanteur Idir s'est exprimée sur son compte Facebook officiel. Cette fois pour pointer du doigt, Farid Alilat, journaliste à « Jeune Afrique » et écrivain « spécialiste de l'Algérie » coupable selon eux de ne pas avoir rendu justice à la mémoire de leur père dans la biographie dont il est l'auteur,

En effet, les proches de l'artiste défunt reprochent à l'auteur de la biographie « Idir, un Kabyle du monde » de s'être permis des libertés en ce qui concerne le parcours de vie de l'artiste.

Dans un communiqué rendu public le 8 mai, les proches de l'interprète de « Vava Inouva » ont expliqué être dans l'obligation de réagir suite à la parution le mois dernier du livre écrit par Alilat : « Il est toujours

un peu difficile de lire des écrits sur notre père, tant cela nous renvoie à la douleur et au vide laissés par sa disparition. »

Dans son dernier livre, Alilat a fait le pari de retracer l'existence d'Idir à travers sa vie familiale et artistique ainsi que son implication dans l'actualité politique et sociale. Il évoque également dans ce livre les soulèvements berbères de 1980 et de 2001 ou encore le retour d'Idir dans en Algérie.

La famille déclare avoir eu connaissance de la démarche de Farid Alilat, expliquant avoir eu, à l'époque « le plaisir de recevoir l'auteur Farid Alilat, pour une entrevue durant laquelle nous avons échangé autour de la vie de notre père. À cette occasion, touchés par le projet, nous lui avons remis tout un album de photos et quelques écrits pour le bien de ce livre, sans en avoir lu le contenu. » peut-on lire dans la



publication.

« Notre seul souci est de rester fidèles à la mémoire de notre père »

Le clan du musicien déplore que le produit final ne répond pas à leurs attentes et comporte « un bon nombre d'inexactitudes que nous ne pouvons taire [...] d'autant plus que certaines

allégations ont pour conséquence une perception du personnage bien différente de ce qu'il était. »

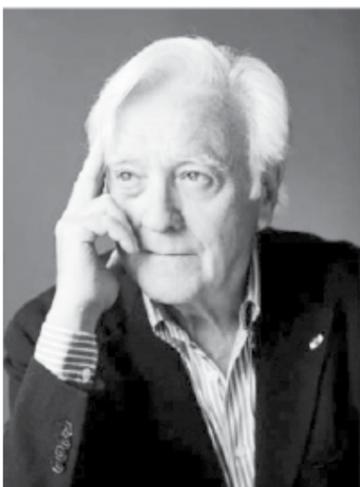
La famille du chanteur a, par ailleurs, remis en question certains des témoignages collectés qu'ils ont jugé erronées, voir, mensongers : « il est triste de constater que certains narrateurs ont voulu se mettre en

scène, frisant parfois le délire, au détriment de l'image qu'ils renvoient de Idir et du respect de sa mémoire », ajoutant prendre « acte du travail de l'auteur, qui est une collecte d'un grand nombre de témoignages. Cependant, le nombre ne compense pas la qualité des témoignages qui ont manqué. » regrettent-ils.

De ce fait, ces derniers expliquent se désolidariser « du contenu d'une partie de ce livre », insistant que « le fait d'avoir documenté et illustré ce livre, ne doit pas être considéré comme crédit donné à des témoignages et anecdotes qui y sont relatés. » Loin d'être sa première biographie, Farid Alilat, est également l'auteur d'une biographie sur l'ancien président intitulée « Bouteflika... L'histoire secrète », dans laquelle il relate les grandes ambitions du chef d'état algérien.

Littérature

Le prix Constantinople à un Israélien et un Palestinien



Le prix Constantinople, récompense littéraire française pour les auteurs qui rapprochent Orient et Occident, a été remis mardi à l'Israélien, Elie Barnavi et au Palestinien, Elias Sanbar.

Pour sa première édition, ce prix doté de 10 000 euros est partagé entre un diplomate qui a publié en mars des mémoires, « Confessions d'un bon à rien » (Grasset), et un poète auteur entre autres d'un « Dictionnaire amoureux de la Palestine »

(Plon) en 2010.

Ces deux francophones se sont félicités du rapprochement de leurs œuvres respectives.

« J'ai été heureux de recevoir ce prix avec Elias Sanbar, que je connais depuis de nombreuses années, et qui est devenu très vite un ami, vu que nous rapprochent notre commune humanité, notre ardent désir de paix », a affirmé M. Barnavi en recevant le prix à l'hôtel Ritz à Paris.

« C'est une quête commune qui définit le mieux notre lien, mis

à part le lien personnel, le lien d'amitié. Cette quête commune c'est la paix des deux Etats », a poursuivi M. Sanbar.

Le prix est décerné par un jury présidé par l'écrivain suisse d'origine turque Metin Arditi, avec des personnalités telles que les académiciens Dominique Bona, François Sureau et Michel Zink, ou encore le rabbin Haïm Korsia, l'actrice Rachel Kahn ou les romanciers Jean-René Van der Plaetsen ou Jean-Paul Enthoven.

France

Retour du festival de littérature America de Vincennes



America, le festival français de littérature américaine, organisé à Vincennes près de Paris, revient en septembre après une annulation en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19.

Ce festival bisannuel n'avait alors

pas pu se tenir, les restrictions strictes aux déplacements lui faisant perdre son intérêt.

Du 22 au 25 septembre, cette 10e édition «se déclinera en une centaine de débats et de rencontres thématiques», ont

indiqué les organisateurs dans un communiqué.

Sont attendus entre autres les écrivains Jonathan Franzen, Louise Erdrich, Richard Ford, Armistead Maupin, Joyce Maynard ou Tanehisi Coates. Mais également des Québécois, dont Kevin Lambert, Gabrielle Filteau-Chiba ou Catherine Leroux.

Vincennes «accueillera une importante délégation d'écrivains appartenant à des communautés autochtones du Canada et des États-Unis», a ajouté l'organisation.

Citation...

Les deux guerriers les plus puissants sont la patience et le temps. N'oublie pas que les grandes réalisations prennent du temps et qu'il n'y a pas de succès du jour au lendemain.

- Léon Tolstoï

Tir mortel d'Alec Baldwin

Les producteurs de « Rust » font appel de leur condamnation pour manquements à la sécurité

Les producteurs de Rust ne veulent visiblement pas s'acquitter de l'amende infligée par l'Etat du Nouveau-Mexique le mois dernier. Après leur enquête sur les circonstances de la mort d'Halyna Hutchins, les autorités avaient sanctionné les responsables du tournage du western à payer 140.000 dollars pour manquements à la sécurité, notamment en ce qui concerne les armes à feu. La directrice de la photographie a été tuée par le pistolet que tenait Alec Baldwin lors d'une répétition et qui n'aurait dû contenir que des balles factices. Le réalisateur, Joel Souza, qui se trouvait à proximité, a été blessé à l'épaule.



Pour les producteurs, dont l'acteur fait partie, les conclusions de l'enquête du service de santé et de sécurité du Nouveau-Mexique sont tout simplement nulles et non avenues. Ils avancent que le New Mexico Environment Department's Oc-

cupational Health and Safety Bureau n'a absolument pas les compétences pour définir les règles de sécurité sur un plateau de tournage. En conséquence, ils ne peuvent pas déterminer si, oui ou non, elles ont été respectées.

Pas responsable

Les avocats de la production pointent ainsi plusieurs erreurs des inspecteurs, comme d'avoir confondu un extincteur avec « un appareil pour créer de la fausse fumée », relaye le Hollywood Reporter. Rust Movie Productions affirme également que superviser le tournage, et plus particulièrement les règles de sécurité des armes à feu, n'est pas de leur ressort. « La loi autorise les producteurs à déléguer »

de telles activités leur permettant ainsi de se concentrer uniquement sur leur réelle « compétence qui est le financement du film et les contrats pour la logistique du tournage ».

Ils ajoutent que les acteurs avaient reçu un entraînement spécifique pour manier les armes à feu, tout comme les assistants réalisateurs. Ils ont ajouté qu'une réunion sur les armes à feu avait eu lieu le matin du drame et ont défendu l'armurière, Hannah Gutierrez-Reed, qui, selon eux, a toujours bien fait son travail. Halyna Hutchins a été déclarée morte à son arrivée à l'hôpital après avoir reçu une balle dans la poitrine. Elle avait 42 ans.

P. Diddy lance son label de R&B, Love Records, et annonce la sortie d'un disque



P. Diddy revient à la musique et plutôt deux fois qu'une. Le rappeur lance un nouveau label, Love Records, et sortira éga-

lement un nouvel album. Pour le projet de production, bien distinct de son autre maison de disques, Bad Boy Entertainment, l'homme d'affaires se consacre uniquement au R & B. Pour ce faire, il est allé chercher la meilleure et la plus mythique des maisons de disques pour l'accompagner : Motown Records. Un partenariat qui ravit Ethiopia Habetemariam, PDG et présidente du label. « C'est un moment majeur pour la Motown, car Diddy est l'une des voix les plus importantes de ce siècle dans le domaine de la musique et de la culture. Faire partie de

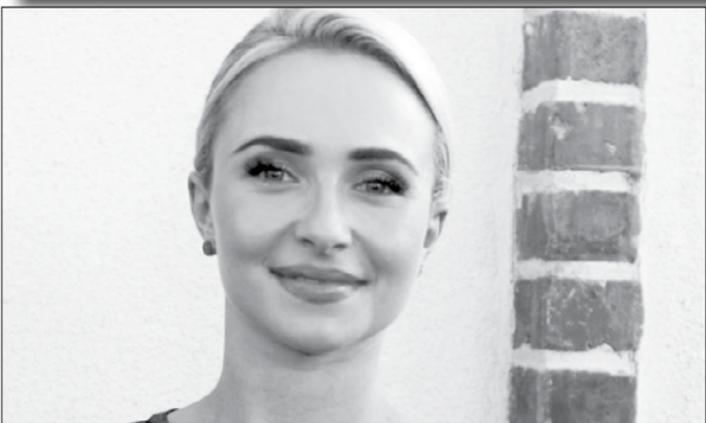
sa prochaine évolution et de son album n'est rien de moins que monumental », a-t-elle déclaré à Billboard.

Concernant la première production de ce nouveau label, il s'agira d'un album du rappeur en personne. La Motown a confirmé une sortie pour cet été. Une bonne nouvelle pour les fans, puisque le dernier opus de P. Diddy, Last Train to Paris, remonte à 2010. Il avait également sorti une mixtape en 2015, MMM (Money Making Mitch). « La musique a toujours été mon premier amour ; Love Records est le prochain chapitre pour re-

venir à l'amour et faire la meilleure musique de ma vie. Pour le label, je me consacre entièrement à créer des chansons de R & B intemporelles avec la prochaine génération d'artistes et de producteurs. La Motown est le partenaire parfait pour mon album et je suis ravi de participer à son héritage », a rappelé dans un communiqué celui qui a officiellement changé son patronyme pour « Love ».

Son prochain opus réunira des interventions personnelles et des projets collaboratifs avec des artistes, producteurs et auteurs de chansons.

Hayden Panettiere revient au cinéma après huit ans d'absence dans « Scream »



Hayden Panettiere va signer son grand retour au cinéma avec le prochain Scream. D'après Deadline, l'actrice va reprendre son rôle de Kirby Lee dans la franchise d'horreur culte. A l'affiche, en 2011, du quatrième opus de la saga

créée par Wes Craven, la star s'était depuis tenue éloignée du grand écran, se cantonnant à des téléfilms ou des séries comme Nashville entre 2012 et 2018.

Entre-temps, elle a également connu des déboires avec son

ex-compagnon Brian Hicker-son, accusé à plusieurs reprises de violences conjugales, sans compter sa séparation compliquée avec le père de sa fille, Wladimir Klitschko.

Retour en groupe

Hayden Panettiere avait déjà fait une apparition dans le cinquième opus de la franchise, sorti en janvier, via une photo de son personnage, révélant ainsi que Kirby Lee avait survécu aux attaques de Ghostface. Elle reviendra donc dans le prochain volet, aux côtés de Jasmin Savoy Brown, Jenna Ortega et Melissa Berrera, entre autres.

En Bref...



Zac Efron est prêt à renfiler son maillot de star du basket ! L'acteur s'est fait connaître en 2006 avec la « trilogie » culte High School Musical, qui s'est achevée en 2008 avec un dernier opus générant plus de 250 millions de recettes au box-office. Et le comédien, qui s'est tenu éloigné du genre qui l'avait rendu célèbre (la comédie musicale destinée aux adolescents, en gros...) ces dernières années, a très envie de renouer avec l'équipe qui a tourné les trois premiers films. « Bien sûr, bien sûr. Je veux dire,

avoir l'opportunité, sous quelque forme que ce soit, de revenir et de travailler avec cette équipe serait vraiment génial. Mon cœur est toujours là. Ce serait incroyable. J'espère que ça arrivera », a-t-il confié à E! News, manifestement enthousiaste.

Aucun reboot de High School Musical n'a pour le moment été évoqué publiquement. D'autre part, Vanessa Hudgens, l'autre star du programme, n'a encore rien dit sur ses ambitions pour la franchise.

Disney, qui produit la franchise, a déjà relancé en 2019 le concept autour d'une série très méta, High School Musical : The Musical : The Series. Le pitch est simple : des élèves d'un lycée américain jouent dans une comédie musicale inspirée par les films. Le programme a été un carton pour le studio, et a notamment permis de lancer la carrière d'une superstar : Olivia Rodrigo.

Foodtech startup challenge : 12 projets innovants primés

Douze projets ont été primés, jeudi à Alger, lors de la finale de la quatrième édition du programme «Foodtech startup challenge», dédié à l'innovation dans les domaines de l'agriculture, l'agroalimentaire et l'aquaculture.

Le premier prix dans la catégorie des innovations agroalimentaires «Agrotech» a été remporté par la startup «Pacicooffee» qui a proposé un emballage comestible et biodégradable, destiné au conditionnement de boissons chaudes instantanées à base de café, suivi de l'application «Sawem» qui permet de scanner les codes-barres des produits entreposés en grandes surfaces afin d'afficher le nom et le prix de chaque produit et constituer un panier électronique des achats avec le montant total à payer, tandis que le 3ème prix est revenu à la plateforme «Repast» spécialisée dans la distribution de



repas fait maison par des femmes au foyer, à des clients à travers tout le territoire national.

Dans la catégorie des innovations aquacoles «Aquatech», la startup «Aquaclean» a remporté le premier prix pour avoir lancé un projet de pisciculture durable pour la production du tilapia, suivi de «Smart Aquatech» spécialisée dans la conception et la fabrication d'aliments de

poissons adaptés aux besoins des fermes aquacoles algériennes et répondant aux principes de l'économie circulaire, et de la startup «Atralife» pour son projet de production «Bio» de spiruline avec une meilleure qualité et des prix concurrentiels.

Dans la catégorie des innovations agricoles «Agritech», le premier prix a été remporté par l'entreprise «Sodea Hasnaoui»,

pour son projet de ruches de bourdons consistant à remplacer la pollinisation chimique sous serre par une autre naturelle qui augmente considérablement le rendement et la qualité des plants, suivi de la startup «Microflora» qui a proposé une gamme de produits efficaces à base d'ingrédients actifs naturels tels que les mycorhizes et les PGPR (Plant Growth-Promoting Rhizobacteria), alors que le 3ème prix a été remporté par la startup «Iphyto» pour son projet «phytotron», un système dédié à la culture in-vitro.

Concernant le challenge «Drinks innovation» dédié aux innovations dans les boissons et leurs ingrédients, le premier prix a été décroché par la startup «Drink with perpose», qui a proposé une boisson rafraîchissante à base de racine de réglisse, suivi de la startup «Kowa drink» pour sa boisson protéinée et enfin la startup «Nutrify» qui a conçu une

boisson nutritives avec du sucre de dattes, de fruits frais et de vitamines.

Placé sous le thème : «L'innovation au service de la sécurité alimentaire», ce concours a été parrainé par le ministère de l'Industrie, le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups, celui de l'Agriculture et Développement rural, ainsi que le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques.

La cérémonie de clôture de ce concours organisé par l'incubateur «Leancubator», s'est déroulée en présence du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups, Yacine El-Mahdi Oualid, et des responsables des secteurs concernés.

Selon les organisateurs, près de 120 startups ont participé à cette 4ème édition.vg

Justice :

Plus de 6000 détenus passeront l'examen du BAC

Plus de 6000 détenus au niveau national passeront l'examen du baccalauréat (session juin 2022), a fait savoir, jeudi à Alger, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi.

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre a fait état de «plus de

6000 détenus inscrits à l'examen du baccalauréat, plus de 4000 autres à l'examen du brevet d'enseignement moyen (BEM), au niveau des établissements pénitentiaires à l'échelle nationale, et quelque 6000 détenus inscrits dans la formation professionnelle».

A ce propos, il a mis en valeur «les efforts des acteurs ayant contribué

à la mise en exécution de cette politique carcérale qui a fait ses preuves de l'aveu d'organisations nationales et internationales».

Par ailleurs, M. Tabi a présenté un exposé détaillé sur l'état et les objectifs de la politique nationale pénitentiaire qui repose principalement sur l'insertion sociale des détenus «en les incitant, d'abord, à s'engager dans



divers programmes de formation pendant leur incarcération, pour pouvoir créer, une fois la peine

purgée, leurs propres micro-entreprises en bénéficiant des crédits qui leur sont destinés».

Par ailleurs, quelque 68.830 détenus ont pu contacter leur famille via le téléphone fixe, au cours du premier semestre de l'année en cours, après avoir doté les établissements pénitentiaires du matériel nécessaire, a ajouté le ministre.

Accidents de la route :

6 morts et 424 blessés en une semaine

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 424 autres ont été blessées dans 365 accidents de la route survenus en zones urbaines durant la période allant du 3 au 9 mai en cours, a indiqué, jeudi, un bilan de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Comparativement aux statistiques de la semaine passée, le bilan des accidents de la route au niveau national fait état d'une hausse en nombre d'accidents (+08), tandis que le nombre de blessés a connu une baisse de (-04) et de celui des décès également (-08) cas.

Plus de 96% des accidents de la route sont dus au facteur humain en raison du non respect du code de la route et de la distance de sécurité, l'excès de vitesse, la fatigue, le manque de concentration et autres raisons liées à l'état du véhicule.

La DGSN appelle encore une fois les usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la prudence au volant.

Elle rappelle, à cet effet, le numéro vert (1548) et celui des secours (17) mis à leur disposition pour tout signalement 24h/24.

